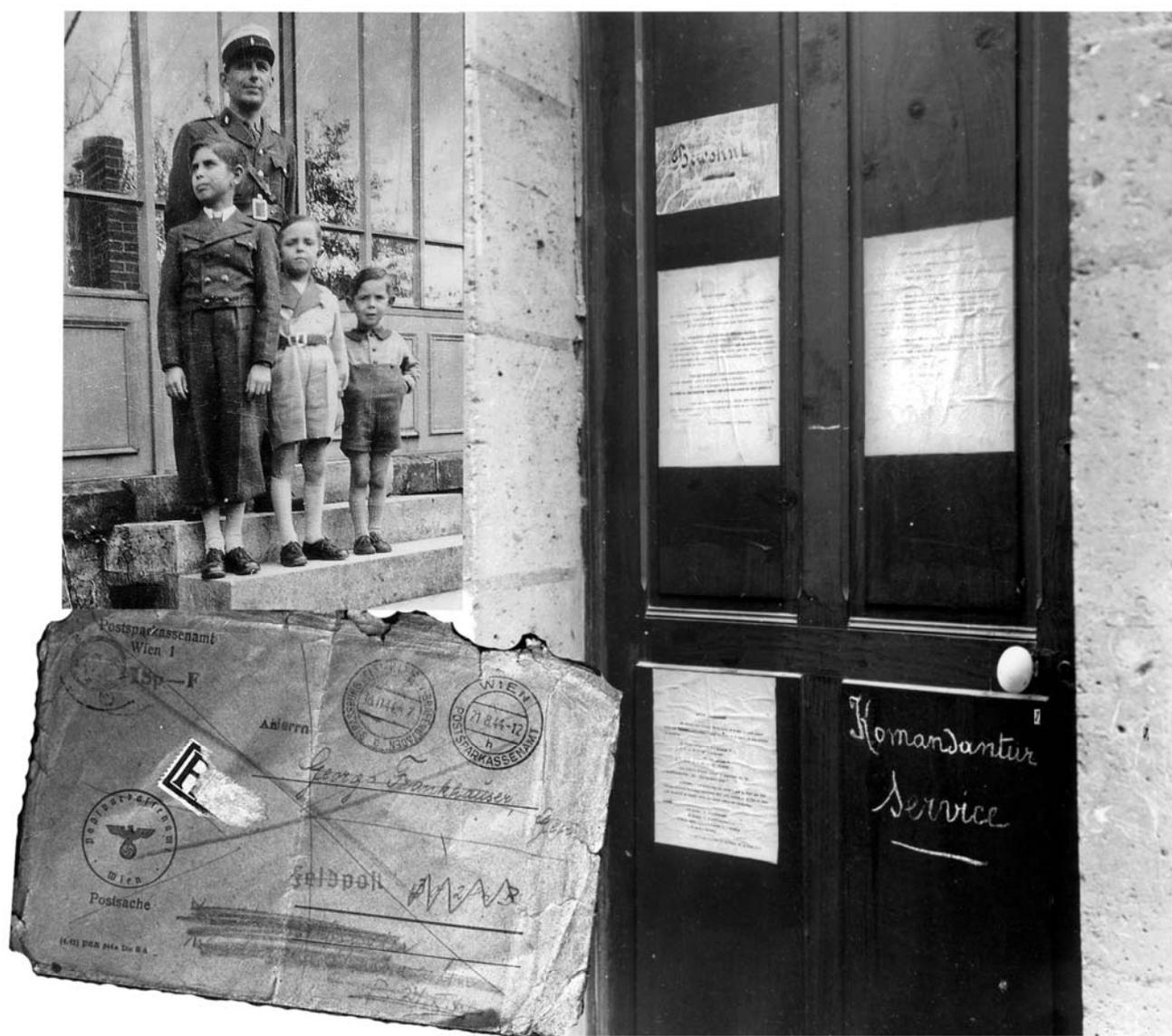


# LES DEBUTS DE LA RESISTANCE DANS LE SOISSONNAIS

Supplément

**bulletin**

Mai 2010 trimestriel



SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE  
SCIENTIFIQUE ET HISTORIQUE  
DE SOISSONS

En couverture : H. Descamps avec ses enfants (col. part.) - Enveloppe Feldpost ; Porte des bureaux de la Kommandantur à l'évêché de Soissons (col. SAHS).

# « LES DEBUTS DE LA RESISTANCE DANS LE SOISSONNAIS »

Société Historique de Soissons

17 janvier 2010

*Il y a soixante-dix ans, la France capitulait, le pays était occupé. Les témoins de cette époque dramatique sont de moins en moins nombreux, la deuxième guerre mondiale passe progressivement de la mémoire à l'histoire, nous sommes à la charnière. Le 17 janvier dernier, quatre conférenciers sont venus nous expliquer comment les groupes de résistance se sont mis en place. Une assistance extrêmement nombreuse a montré, s'il en était besoin, tout l'intérêt que le public porte à cette période. En dépit de l'intérêt qu'a suscité cette après-midi, les conférences ont suscité des réactions. Il ne pouvait en être autrement. Ceux qui ont vécu cette époque n'ont pas la même perception des événements. Les premiers peuvent légitimement dire « j'y étais », mais leur champ de visions des événements a été très étroit. Les seconds exploitant des témoignages et des archives, bénéficient du recul du temps pour analyser et comprendre les événements.*

*Pour compléter les textes des quatre conférences faites le 17 janvier, il nous a semblé intéressant de demander à deux témoins actifs de cette période d'apporter le témoignage de ceux qui y étaient.*

-0-0-0-0-0-

## **INTRODUCTION : CONTEXTE DE LA NAISSANCE DE LA RESISTANCE**

par Marie-Agnès Pitois-Dehu

## **SOISSONS EN 1940-1942**

### **Réseau de Résistance *Vérité Française***

par René Verquin

## **DEBUTS DE LA RESISTANCE : LA REGION VICOISE**

par Bernard Ruelle

## **1940-1942 CLANDESTINITE ET RESISTANCE DES COMMUNISTES DANS L' AISNE**

par Alain Nice

## **L' ACTION DES RESISTANTS ISOLES ET AUTRES INSOUMIS DE L' AISNE, 1940-1942**

par Jean-Claude Bernatets (ANACR)

## **CONCLUSION**

par Marie-Agnès Pitois-Dehu

-0-0-0-0-0-

*Témoignage :*

## **GROUPE DE JEUNES *BIR HAKEIM* 1942-1945**

Par Patrice Dehollain et Bernard Douay,  
engagés volontaires dans le réseau *Vélites Thermopyles*

-0-0-0-0-0-

INTRODUCTION :

# CONTEXTE DE LA NAISSANCE DE LA RESISTANCE

par Marie-Agnès Pitois-Dehu

On ne saurait comprendre les engagements et les orientations prises par les Résistants dès 1940 sans une analyse du contexte géographique et chronologique des débuts de la Résistance. Dans l'Aisne, les souffrances et les blessures de la Première Guerre mondiale ne sont pas pansées. Le Chemin des Dames reste le symbole de l'âpreté des combats et chacun garde en mémoire l'occupation des Allemands qui restent avant tout les Boches. Le silence accueille, après l'invasion de la Pologne, la nouvelle de la déclaration de guerre le 3 septembre 1939. Personne ne se fait d'illusion.

Le 10 mai 1940, la Wehrmacht lance la Blitzkrieg. En quelques semaines est joué le sort de la France dont l'armée était « la meilleure armée du monde ». Malgré la résistance héroïque de régiments, tel le 12<sup>e</sup> R.E.I. qui, au début de juin, défendit Soissons avec courage et malgré la bataille de Montcornet lancée le 19 mai par le colonel de Gaulle à la tête de la 4<sup>e</sup> division cuirassée, rien n'arrête plus la machine de guerre allemande. C'est l'effondrement total des armées.

A la débâcle s'ajoute l'exode des civils qui encombrent les routes. Femmes, vieillards, enfants avec des moyens de locomotion de fortune, touchés par la panique et mitraillés par les bombes lancées par les Stukas, fuient vers la Mayenne, département d'évacuation.

Le 9 juin, Soissons tombe. Le 14 juin 1940, les troupes allemandes défilent à Paris. Le choc de la défaite est sans précédent et le slogan « nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts » est bien loin. 1 800 000 soldats sont faits prisonniers. Le 17 juin, le maréchal Pétain demande la cessation des combats. Humiliation suprême, l'armistice est signé à Rethondes le 22 juin. Il entre en application le 25 juin. Pour la majeure partie de la population, c'est le soulagement total. Il présente l'avantage d'un retour à la paix et à la vie normale. Les évacués en Mayenne peuvent enfin rentrer chez eux.

Récit de Louis CAUBISSENS, brigadier d'octroi en retraite, seul civil resté à Soissons pendant l'évacuation. Lundi 17 juin 1940, 18 Heures : « *Je suis convoqué à la Kommandantur pour m'entendre dire que la France a capitulé. J'ai peine à croire et pourtant... la nouvelle est malheureusement exacte. 20 Heures, complètement éccœuré, je rentre à la maison et je sanglote longtemps sur le revers de nos armes et la future destinée de mon pays.* »

Paul GARBE directeur d'école de Bucy-le-Long répond à un questionnaire de Maurice BERTHIAULT, correspondant du comité d'histoire de la seconde guerre mondiale : « *Avant la guerre, je n'appartenais à aucun parti politique : j'étais de « gauche », j'étais directeur d'école à Bucy-le-Long. Le désastre de 1940 fut pour moi une terrible souffrance, je n'arrivais pas à l'admettre. J'avais pu me rendre compte, étant mobilisé depuis le 24 août 1939, que la défaite avait été voulue et nettement organisée. J'avais déjà vécu l'invasion de 1914-1918 et mon père avait été déporté par l'ennemi en Russie occupée, en qualité d'otage de représailles. La vue des soldats allemands me mettait dans un état indescriptible. J'ai considéré la demande d'armistice comme une honte et surtout comme un manquement à la parole donnée vis à vis de l'Angleterre.* »

Le 18 juin, un général inconnu des Français lance de Londres un Appel à la Résistance. Le général de Gaulle entre dans l'Histoire. Rares sont ceux qui l'ont entendu, les Français sont sur les routes, son nom ne leur dit rien. Que peut faire un général inconnu face au maréchal Pétain, vainqueur de Verdun qui tient un langage que les Français anesthésiés par la défaite veulent entendre ?

A la suite de l'armistice, la France est mutilée d'une partie de son territoire. Le département de l'Aisne coupé en zone interdite et zone occupée, vit maintenant à l'heure allemande au sens propre du terme. L'Allemand est partout, il prend tout, il surveille tout, sa police sévit. Les coûts et les exigences de l'armée d'occupation sont lourds. 400 millions de francs payés par jour à l'occupant sachant que le salaire horaire d'un manoeuvre est de 6 F et le kg de pain en 1940 de 3F15. Le taux de change est imposé, 20 pour 1 Reichsmark ; avant la guerre le taux est entre 2,30 et 2,95. Les restrictions sont fortes. Le rationnement s'impose. Les cartes d'alimentation par décret du 23 septembre 1940 entrent en vigueur sur

tout le territoire.

POPULATION DANS L' AISNE		CATEGORIE DE POPULATION EN 1941	
1931 : 489 368 habitants		<b>T</b>	<i>travailleurs de force de 14 à 70 ans</i> 4 076
1936 : 484 647 habitants		<b>C</b>	<i>travailleurs agricoles de 12 à 70 ans</i> 276
1946 : 453 411 habitants		<b>V</b>	<i>plus de 70 ans</i> 732
		<b>A</b>	<i>adultes de 12 à 70 ans</i> 6 192
		<b>J1</b>	<i>enfants de 3 à 6 ans</i> 883
		<b>J2</b>	<i>enfants de 6 à 12 ans</i> 1 895
		<b>J3</b>	<i>adolescents de 13 à 21 ans et les femmes enceintes</i> 2 367
		<b>E</b>	<i>enfants de moins de 3 ans</i> 778
			total 17 193

La pression allemande de 1940 à 1942 s'accroît. La vie quotidienne est de plus en plus difficile, les hivers sont particulièrement froids. Se nourrir reste la préoccupation obsédante des Français.

Le Maréchal Pétain, chef de l'Etat Français depuis le 10 juillet 1940, obtient les pleins pouvoirs de l'Assemblée ou plutôt ce qu'il en reste et s'installe à Vichy. La « Révolution Nationale » est entreprise. La République est supprimée, la devise « Travail, Famille, Patrie » remplace celle de « Liberté, Egalité, Fraternité ». L'Etat français est antirépublicain, antidémocratique, anticommuniste et antisémite. Les libertés fondamentales sont supprimées. Les collaborateurs, une minorité certes mais très zélée, aident le gouvernement dans sa tâche. Depuis l'entrevue du maréchal Pétain avec Hitler à Montoire, le 24 octobre 1940, la collaboration entre l'Allemagne et la France est étroite. L'Etat français se soumet aux ordres du vainqueur et même les devance en ce qui concerne les personnes de confession juive.

L'Aisne, comme la France entière pense que le maréchal Pétain joue un double jeu et qu'il reste un bouclier efficace contre l'Allemand ; n'a-t-il pas fait le « don de sa personne ». Il est difficile d'ouvrir les yeux quand l'information est muselée par l'occupant et par Vichy. La presse clandestine n'est qu'à ses débuts.

De nouvelles raisons de résister prennent jour. En 1942, on ne croit plus au double jeu du Maréchal. On n'accepte plus la politique antirépublicaine et antidémocratique de Vichy.

On peut donc résister :

- face à l'effondrement de la France par réaction patriotique mais la majorité reste passive et anesthésiée,
- face aux mesures de Vichy et à la chasse aux ennemis du régime, résistants, communistes et juifs, par réaction démocratique.

Les pressions allemandes et les exigences de l'occupant révoltent la population. En 1942, le large consensus de 1940 est perdu mais il n'en résulte pas pour autant une large adhésion à la résistance : la résistance et la poursuite du combat sont-elles possibles ?

En 1941, la guerre est devenue mondiale : entrée de l'URSS le 22 juin 1941 ; entrée des USA le 11 décembre 1941. Et en 1942, une lueur d'espoir apparaît. La machine de guerre allemande n'est plus invincible : victoire américaine de Midway du 4-7 juin 1942 ; victoire britannique d'El Alamein en octobre 1942 ; débarquement anglo-américain le 8 novembre 1942 ; résistance héroïque des Soviétiques à Stalingrad depuis septembre 1942.

Mais on n'entre pas dans la Résistance comme dans une association. Il n'existait pas de bureau de recrutement. De même, il n'était pas facile pour un responsable envoyé par Londres ou par les services anglais de trouver des Résistants.

ET POURTANT IL Y EN EUT !

-O-O-O-O-O-

# SOISSONS EN 1940-1942

## Réseau de Résistance *Vérité Française*

par René Verquin



### Descamps Henri

Tous les ans, à Soissons, on commémore le capitaine de Gendarmerie, Henri Descamps, arrêté avec bien d'autres le 25 novembre 1941, comme membre du réseau *Vérité Française*. Torturé, jugé, déporté en forteresse allemande, il fut décapité le 5 décembre 1942, sur décision personnelle de Hitler.

De 1941 à 1945, j'avais son fils Pierre comme condisciple. Nous avions 11 ans au moment de l'arrestation, drame qui me révéla que l'Occupant et sa Police avaient d'étranges conceptions, de mon point de vue de J1<sup>1</sup>, pour *persécuter* les gendarmes au service du nouvel Etat français.

Le 25 novembre 1941, une quinzaine de Soissonnais et quelques épouses furent arrêtés. La Police allemande de Paris exigea l'aide de la Police française de Soissons, ordre transmis la veille au Commissariat de Soissons par la Feldgendarmerie locale, pour une opération secrète planifiée pour le lendemain matin dès 6h45.

Furent désignés pour participer aux arrestations : le brigadier R... chez Descamps, Jordana, les agents D... chez Douay, Moreau, R... chez Suray, L... chez les frères Débruyère, Pluche, Couverchon, Mme Pierre, Coquelle, mais pas d'agent français chez Dufour, Leseigneur et Meurghe.

Cependant, en 1947, l'interrogatoire, pour l'affaire du traître Désoubries, de Mme Moreaux veuve du résistant décapité avec le capitaine Descamps, cite une réunion au *Nouvel Hôtel*, boulevard de Strasbourg, où Mme G..., logeuse, aurait laissé entendre qu'en fouillant les affaires de son client T... de Folembay, soupçonné d'œuvrer pour la Gestapo, elle avait trouvé la liste des suspects à arrêter, mais qu'elle avait choisi de ne rien dire par crainte de représailles de la Gestapo<sup>2</sup>.

Dès mai 1945, Pierre Descamps, marqué par le martyre de son père, entreprit la collecte de témoignages en France, à Berlin, à Moscou, au Canada, pour la rédaction du seul travail publié sur le réseau *Vérité Française* de Soissons, *Vie et mort du chef d'escadron Descamps*<sup>3</sup>. Quelques décades après, de nouvelles pistes se révèlent, à Prague et à Besançon par exemple, qui permettront peut-être, de compléter l'historique.

Or, si le capitaine Descamps bénéficie de quelques honneurs, nombre de ses camarades du même réseau, civils pour la plupart, restent anormalement dans l'oubli.

### APERÇUS SUR L'ATMOSPHERE POLITIQUE DÈS L'EXODE

#### Les premiers réseaux furent plutôt de droite

Ces premiers patriotes étaient de simples citoyens, ou des vétérans de 14-18 apolitiques comme les Croix de Feu<sup>4</sup>, ou des militaires obligatoirement anti-ennemis, ou appartenaient à des groupes de l'Extrême-Droite classique, *Action Française*, *Cagoule*, *Camelots du roi*, etc, qui divergeaient entre eux par leurs dogmes mais qui avaient comme fonds d'action commun, l'anticommunisme.

En effet, le PC français, fut proscrit par le gouvernement radical-socialiste Daladier dès la déclaration de guerre en septembre 1939 en raison de son alignement sur le pacte germano-soviétique. Cette proscription fut poursuivie par la même Police française mais cette fois aux ordres du nouveau gouvernement de Vichy jusqu'au 22 juin 1941, donc durant près d'un tiers de la guerre. A compter de la rupture dudit pacte, la Police allemande prit en main la recherche des communistes en zone occupée puis, après le 11 novembre 1942, date de l'invasion de la *zone nono*<sup>5</sup>, sur la France entière.

<sup>1</sup> J1, J2, J3 classification administrative des adolescents pour l'octroi de rations alimentaires adaptées

<sup>2</sup> Authentification en cours chez Me Moreaux, 96 ans en mars 2010.

<sup>3</sup> Editions : Toulouse, Privat, 1968 & Loosen M, Steenvoorde, 1994.,

<sup>4</sup> Association des *Croix de feu*, réservée aux poilus de 1914-18, ayant mérité une décoration (Croix) au Front (feu).

<sup>5</sup> Zone nono : zone non occupée, au sud de la ligne de démarcation.

Parmi ceux qui s'engagèrent dès l'armistice, certains collaborèrent aux options de Vichy, ou s'engagèrent dans ses milices, puis à la LVF<sup>6</sup>, ou adhérèrent à l'appel gaullien. On vit même des frères de sang faire des choix politiques opposés, par exemple chez les Psichari, chez les princes tchèques Amilakvari...

En bref, la France compta surtout une énorme majorité de fatalistes-attentistes-légitimistes à l'encontre des choix du maréchal Pétain.

Pour illustrer ces disparités, P. Descamps m'a proposé de citer les motivations de son père, profond chrétien pratiquant. Certes, il rejeta l'armistice mais il aurait aussi combattu n'importe quel ennemi, allemand ou alliés de l'Allemagne (italien, soviétique, japonais, etc). Et de citer que dès l'avant-guerre, il s'était insurgé contre *l'hitlérisme païen pourvoyeur de paganisme*.

Il aurait sans doute ajusté ses opinions s'il avait survécu aux tortures et connu le panel complet de la perversion hitlérienne.

### **Connaissance et méconnaissance populaires**

Mais avant 1942, de part et d'autre de la ligne de démarcation, rares sont les français qui savaient la vérité ou au mieux la soupçonnaient.

C'est ce qu'a rappelé Georges Marchais, aux journalistes Harris et Sédouy<sup>7</sup>, « *que dans l'usine de banlieue qui l'employait en fin 1942, on ne savait rien... Il faut tout de même se rappeler l'époque. Décembre 42... La Résistance... Bon... il n'y a qu'à entendre nos camarades du Parti parler de leurs difficultés à nouer les fils de la Résistance, dont ils disent eux-mêmes qu'elle n'est devenue un phénomène de masse que fin 43, début 44...* ». Et à cette autre question : « *L'Allemagne et les Allemands, vous les voyez comment ?* », sa réponse : « *Les Allemands, l'Allemagne... D'abord, c'était la guerre, l'Occupation... On ne savait pas grand-chose... Les tortures, les camps de concentration, nous n'en savions rien à ce moment-là.* »

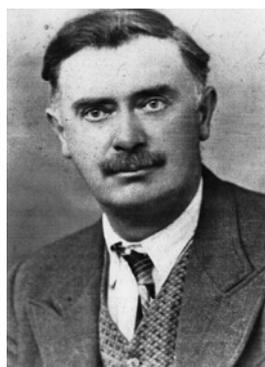
C'est à peu près ce qu'a exprimé le président F. Mitterrand en répondant en 1994 à P. Péan et J-P Elkabbach. « *A Vichy même, en 1942, il n'avait pas prêté attention à la législation sur les Juifs. Ce n'était pas un sujet dont on parlait autour de lui. Les grandes rafles elles-mêmes lui avaient échappé. Quant à la Résistance, celle des giraudistes, donc des pétainistes, ce n'est qu'à l'extrême fin de 1942, après le débarquement en Afrique du Nord, qu'il commença de s'y intéresser* ».

Sans oublier l'héroïsme des patriotes français d'obédience communiste qui se sont engagés en résistance dès l'été 1940. Car non seulement ils avaient à dos la Police et la Justice françaises depuis septembre 1939, puis les Polices allemandes, mais aussi les appareils du PCF qui pourchassèrent ces *traîtres* qui reniaient le pacte germano-soviétique<sup>8</sup>.

### **Archives**

Il est difficile de trouver trace des actes de ces premiers patriotes soissonnais, la première règle de sécurité étant à l'époque de n'en laisser aucune. Et on connaît aujourd'hui leur manque de prudence.

Même si les archives s'ouvrent désormais mieux à la recherche, ce sont les témoignages des familles Douay, Descamps principalement, les archives militaires de Vincennes et de Besançon, des archives locales et d'une copieuse littérature, qui font la documentation sur le sujet.



#### **Daniel Douay**

Daniel Douay, patriote chrétien, eut les mêmes principales motivations que son ami Descamps. Héros décoré de l'Armée d'Orient 14-18, il était transporteur à Soissons, avenue de Reims.

En mai 1940, les administrations et la population soissonnaises sont exilées vers la Mayenne, sauf choix particulier. Tel celui de Daniel Douay qui emmène dans son camion sa femme, ses six garçons et quelques amis à l'île d'Yeu. Là, à l'abri, il va pouvoir attendre et voir, comme tout le monde, tranquillement, en

<sup>6</sup> LVF : Légion des Volontaires Français (contre le bolchévisme).

<sup>7</sup> Express n°1214 du 14/10/1974. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste.

<sup>8</sup> *Liquider les traîtres*, Robert Laffont 2007. JM Bellière et Franck Liaigre. Actes du *détachement Valmy*. Et, Juin 1940. *La négociation secrète*. JP. Besse et Claude Pennetier.

famille.

Eh bien non ! Et sa décision est rare. Il revient à Soissons offrir ses services de transporteur. Sous le feu des canons allemands, il participe à l'exode des derniers habitants et à la récupération des archives de la sous-préfecture. Ce devoir accompli, il retourne en Vendée et là, enfin, il attend et voit.

Le 15 juin 1940, les Allemands entrent dans Paris. Le nouveau gouvernement obtient l'armistice. Tout le monde est soulagé.

Le 18, deux messages remarquables venus de l'étranger :

Celui de Molotov, ministre de l'URSS, qui adresse à Hitler *les plus chaudes félicitations du gouvernement soviétique pour les succès splendides des forces armées allemandes* (en France).

Celui de Charles de Gaulle pour *allumer la flamme de la Résistance*.

Mais ces messages lointains pesèrent peu contre les soucis précis et quotidiens du ravitaillement, du retour au logis, de l'hypothétique libération des prisonniers français.

En août, dès son retour à Soissons avec sa famille, Daniel Douay prend contact avec quelques amis patriotes pour s'impliquer et agir. Humaniste par l'action, il veut aider.

C'est l'aide aux soldats français qui ne veulent pas être exilés en Allemagne. Il leur faut de nouvelles identités, des vêtements, de la nourriture, et aussi aider leurs familles. Surtout ceux que leur évasion a classés avec leur famille parmi les proscrits privés de droits et de secours.

Comme un peu partout en France, dans l'ombre, des patriotes s'éveillent, des complicités se testent, se reconnaissent. Des filières se créent qui deviendront plus tard, des groupes, puis des réseaux, puis des mouvements partisans. Ce n'est pas encore l'heure de l'action organisée armée.

Avec les prisonniers de guerre français, ces premiers patriotes s'intéressent à ceux désirant rejoindre Londres, pilotes alliés abattus, juifs en mal de trouver un asile. Le domicile des Douay devint le passage obligé d'une très vaste filière entre Belgique et France du sud-ouest. De nombreux évadés témoignèrent de cette voie de la liberté qui déjoua la Gestapo durant plus de 6 mois.

Ces réunions, secrètement organisées chez Douay et Descamps, se révéleront dangereuses, mais dureront jusqu'aux arrestations du 25 novembre 1941.

## La Vérité Française

Depuis Paris, le groupe, qui deviendra *Vérité Française*, entreprend une diffusion de tracts dont la revue « *La Vérité Française* », pour lesquels ils risquèrent leur vie. Soissons y participe.

« [...] Voici ce que nous venons de savoir. Depuis qu'ils occupent la capitale les allemands ont pris l'habitude de ranimer la flamme eux-mêmes. Ce geste sacrilège et maladroît, cet outrage indigne et intolérable devait cesser selon les promesses faites le jour du 11 novembre 1940. Or, une fois de plus reniant leur parole nos ENNEMIS ranimèrent la flamme ce qui eut pour effet de faire prosterner la foule présente. Cette foule en majeure partie composée de jeunes lycéens et d'étudiants fut impitoyablement mitraillée. 11 morts et de nombreux blessés furent couchés sur le sol à côté du glorieux inconnu. FRANCAIS n'oubliez pas cette nouvelle lâcheté de nos assassins. Gloire à notre France éternelle. Gloire à ceux qui sont morts pour elle.

**Vive la FRANCE LIBRE VIVE PETAIN VIVE DE GAULLE**

*Jehan Chouan [De Launoy] »*

Voici ce que nous venons de savoir.  
Depuis qu'ils occupent la capitale les allemands ont pris l'habitude de ranimer la flamme eux-mêmes. Ce geste sacrilège et maladroît, cet outrage indigne et intolérable devait cesser selon les promesses faites le jour du 11 novembre 1940. Or, une fois de plus reniant leur parole nos ENNEMIS ranimèrent la flamme ce qui eut pour effet de faire prosterner la foule présente. Cette foule en majeure partie composée de jeunes lycéens et d'étudiants fut impitoyablement mitraillée. 11 morts et de nombreux blessés furent couchés sur le sol à côté du glorieux inconnu. FRANCAIS n'oubliez pas cette nouvelle lâcheté de nos assassins. Gloire à notre France éternelle. Gloire à ceux qui sont morts pour elle.

**Vive la FRANCE LIBRE VIVE PETAIN VIVE DE GAULLE**

Jehan Chouan

Extrait de tracts avec une envolée finale qui associe *la France Libre, Pétain et De Gaulle*.

En août 1941, les activités du groupe de Soissons se sont multipliées. Le réseau *Musée de*

*l'Homme* de Paris envoie à Daniel Douay un jeune belge traqué par la Gestapo qui veut passer en zone libre. Il est interrogé par prudence, puis adopté par pitié.

Or, c'est une taupe de la Gestapo de Paris, rue de la Pompe, qui va vendre tout le réseau. Et le 25 novembre 1941, la Gestapo organise des rafles à Paris, Blois, Soissons.

Parmi les arrêtés, Lucien Beysson, Madeleine de Gaulle, D<sup>r</sup> Delort, Jean de Launoy, Le Dantec, Lehman, Pierre Stümm, Taurin et tout le groupe *Vérité Française*, les Dominicains, le groupe de Soissons. Ils sont incarcérés à Fresnes, interrogés et torturés, mais aucun ne parlera.

Mme Descamps est arrêtée quelques heures et Mme Douay est incarcérée à la Santé.

Note de Bernard Douay, fils de Daniel, à l'adresse du traître Desoubries « *infortuné, de 20 ans à peine, ta jeunesse est déjà œuvre de mort* ». A son arrestation en 1945, il sera rendu responsable de l'incarcération de près de 1 000 personnes dont 400 seront fusillés ou périront déportés en camp de concentration.

Desoubries, intelligent mais dévoyé, criera *Vive Hitler* face au peloton d'exécution.

## Procès et exécutions

Le 15 avril 1942 s'ouvre le premier procès en France pour un réseau de résistants. Ils sont condamnés à mort<sup>9</sup>.

Le 27 octobre 1942, le commandant Coqueugniot, le comte Jehan de Launoy, Pierre Stumm de Paris et les Soissonnais Daniel Douay, Jean Vogel et Emile Louys sont fusillés à la caserne Balard.

Dernier message de Daniel Douay à ses fils, 10 heures du matin : « *Fresnes le 27 octobre. Ne pleurez pas, soyez courageux comme je le suis. J'ai aimé mon pays, ma patrie, comme je demande que vous l'aimiez. Enfin courage, le Bon Dieu... mais nos camarades des deux guerres ont laissé un héritage que nous ne pourrions oublier et c'est pour cela que ce jour à 16 heures, je mourrai avec mes camarades Delaunoy, Stum, Guoguignon (sic), Louys et Vogel.*

*Merci pour tous ceux qui sont venus en aide dans ce mauvais passage et priez pour nos âmes. Soyez toujours Français, c'est ce que je demande à tous que je quitte pour toujours,*

**N'ayez pas de vengeance pour personne.** *J'écris à côté de Louys et Vogel et nous sommes forts pour affronter notre destin... »*

## Abbé Stock

L'aumônier allemand Franz Stock accompagna Douay, Louys, Vogel à leurs derniers instants. Il était écœuré par les méthodes inhumaines de la police de son armée. Il écrit dans son journal : « *J'ai baptisé ce 27 octobre Jean Vogel de Soissons et ses parrains étaient Louys et Douay. Ils m'ont embrassé avant de mourir. Puissance de la foi en de tels hommes* ».

Le 20 juillet 1962, le pape Jean XXIII fit l'apologie de cet allemand<sup>10</sup>. Lire aussi celle des fils Douay : « *A vous enfin, Père Franck Stock, aumônier de l'enfer, prêtre allemand, épris du plus pur idéal de fraternité et de paix, qui avez révélé à notre père et à combien de compagnons d'infortune le sens du pardon et l'avez ramené sur le sentier... de l'Eternel* ».

Tous les exécutés n'eurent sans doute par la chance d'une telle aide. Et le massacre continua... Le 5 décembre 1942, dans une forteresse de Brandebourg, le capitaine Descamps et Maurice Moreaux sont décapités. La décapitation en Allemagne semble avoir été réservée aux condamnés par un procès militaire.

Désormais, le réseau *Vérité Française* est anéanti.

D'autres réseaux prennent la relève.

Puis Mme Douay, réapparut avec Mme Delhaye, pour la Libération de Soissons. Le 23 août 1944, vers minuit, elles guident des partisans du groupe *Aurèle* de Lucien Berger, vers l'arsenal de fusils, mitrailleuses, grenades, un mortier et un char démontés mis en lieu sûr, quatre ans auparavant dans l'usine Zickel, au cimetière, dans des carrières, dans des fermes, etc. On charge le tout sur des tombereaux recouverts de fumier que deux agriculteurs mènent à Pasy. Une patrouille allemande les surprend, vérifie les identités, et... les laisse passer ! Ouf !

<sup>9</sup> Les Allemands disjoignent le cas du colonel de La Rochère du procès Vildé qui doit être jugé en février 1942.

<sup>10</sup> L'Abbé Franz Stock mérite bien les louanges que vous lui adressez. Il est dit de lui, en effet, qu'il se donna tout entier à Dieu et à ses contemporains, sans aucune réserve, dans un esprit de joyeux sacrifice.

En automne 1944, l'Occupant s'est enfui. On va pouvoir honorer le réseau *Vérité Française*, ses morts et ses survivants à l'Occupation et à la Déportation, ses veuves ou familles de disparus. Si les résistants des derniers temps d'occupation ont pu, dès les armistices de Reims et Berlin, faire reconnaître leurs droits et obtenir témoignage de leur mérite, pour les survivants des premiers réseaux ce ne sera pas aussi limpide. Sinon carrément glauque.

### **Tillion Germaine**

Mais c'est Mlle Germaine Tillion qui en a donné elle-même un aperçu. Elle qui a survécu à la déportation et a combattu pour l'humanisme jusqu'à ses 100 ans.

Voici l'extrait d'un de ses témoignages : « *Pour la seconde fois, notre réseau a été homologué officiellement par la France Combattante sous le nom de réseau Musée de l'Homme - Hauet Vildé.*

*Les familles de nos morts vont donc enfin recevoir les pensions auxquelles elles ont droit et que ceux d'entre nous qui ont été déportés pourront toucher les indemnités qui leur permettront de réparer en partie leurs pertes matérielles, ou tout au moins, de vivre en attendant qu'elles puissent retrouver une activité normale...*

*Vous me direz que ce n'est pas trop tôt... Mais si nous avions été des gens raisonnables et sérieux, nous aurions fait de la Résistance en 1944, ou mieux en 1945...*

*A mon retour de déportation en juillet 1945, Lecompte Boinet chargea nos camarades de Manipule de liquider mon dossier. J'insistai pour qu'on liquide en même temps les dossiers de mon groupe, ce qui fut accepté sans difficulté. Par respect pour la mémoire du colonel Hauet dont je venais d'apprendre la mort, je donnais son nom à ce secteur de Manipule, puis le nom de Vildé.*

*Après quelques mois de travail à établir tous les dossiers, nous apprenons que ça ne colle plus. A la France Combattante, on nous déclare que nous ne pouvons pas être liquidés par Manipule car ce réseau datait de 1943 alors que beaucoup d'entre nous étaient déjà arrêtés en 1941. »*

Citons ici quelques objections faites à Mlle Tillion :

**Vous n'êtes pas réguliers**, (lire : votre histoire n'est pas aux normes récentes)

**Vous avez commencé trop tôt** (sic)

**La Résistance, ça n'existait pas en 1940** (resic)

etc...

*« Pour finir, nous fûmes reconnus et homologués comme réseau indépendant sous le nom de Hauet Vildé. Nous remettons nos dossiers ; je refais encore un, deux, trois rapports. Du temps passe et rien ne vient. Nouvelles démarches pour savoir ce qui se passe et j'apprends... que chaque réseau doit subir un contrôle avant d'être définitivement homologué...*

*Le général et le colonel de la France Combattante s'intéressaient aux cas dramatiques... de notre pauvre réseau... nous fûmes enfin reconnus et homologués... sous le nom de réseau Musée de l'Homme, parce que c'est ce nom qui se trouvait sur nos dossiers au siège de notre secrétariat.*

*... le Musée de l'Homme a été notre premier bataillon tombé à l'ennemi, les premiers arrêtés, les premiers fusillés, les premiers déportés... »*

### **LE DRAME DES EPOUSES**

Ce réquisitoire de Mlle Tillion incite à évoquer le vécu des épouses et familles de ces victimes. Par défaut de place sur ce document, voyons les seuls cas des épouses Douay et Descamps.



#### **Douay Emma née Crane**

Mai 1942. Après un interrogatoire difficile, Emma Douay est libérée après cinq mois à la Santé, provisoirement lavée de toute participation à l'action terroriste de son mari. Mais ce n'est qu'une manœuvre et la présence, à son domicile, d'un juge commis par la cour de justice allemande pour complément d'enquête le prouve vite.

Juin 1942. Pour le procès, le tribunal militaire siège dans l'enceinte de la prison de Fresnes. Emma Douay y est convoquée et y entend la condamnation à mort de son mari. Elle y est elle-même condamnée à 10 mois d'internement, mais immédiatement relâchée. La pénitencière autorise les visites éprouvantes où, à

travers les grilles du parloir, elle affronte la détresse de son mari.

Août 1942. Le juge d'instruction allemand lui annonce : « *Un recours en grâce a été demandé pour votre mari. Mais le prix à payer est que vous retourniez en prison pour deux mois.* »

Pleine d'espoir, elle accepte deux mois d'incarcération à Troyes comme droit commun.

Octobre 1942. Emma Douay est libérée. Elle a payé le prix de la liberté de son mari. Une semaine après son retour, elle apprend que les compagnons Vogel et Louys sont décédés. Ce n'est qu'après avoir quêté quelque espoir dans les aumôneries françaises et allemandes et auprès du sous-officier allemand à la réception de Fresnes qu'elle acceptera la dramatique réalité.

Dès le lendemain de l'arrestation de son mari, elle se trouva sans ressource avec ses six fils. C'est l'un d'eux qui sauva la situation en se transformant en camionneur à 17 ans. Charrois de bois, de betteraves, etc. Il bénéficia de la réputation de son père mais s'imposa par son propre courage.

Les droits de Mme Douay, au titre d'épouse de résistant décédé et de son titre de lieutenant en Résistance, ne seront reconnus qu'en 1952, dix ans après.



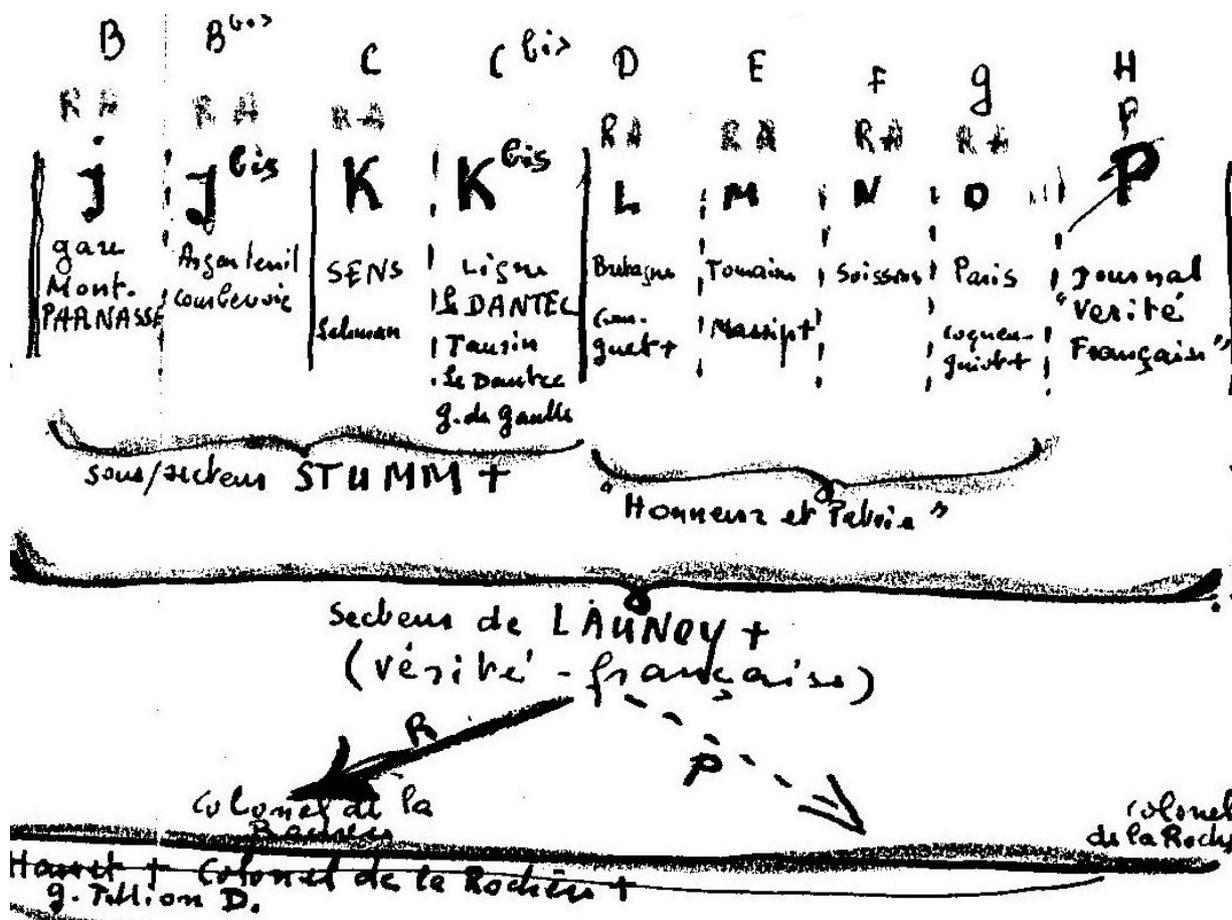
### Descamps Marguerite née Biens

Mme Descamps, malgré ses soupçons, se refusa longtemps d'accepter la mort de son mari. Elle n'en sera avisée officiellement qu'en janvier 1945, plus de deux ans après.

Placée sous une étroite surveillance de la Police allemande, elle fut victime, peut-être à cause du danger que sa fréquentation pouvait représenter, d'un isolement équivoque, hormis de fidèles amis dont les Cibrario, le couple Lorient, les gradés de la section de Soissons, le lieutenant de gendarmerie en retraite Vanuxem et son épouse, le chanoine Duquesne et quelques autres soissonnais.

Contrairement à Mme Douay, Mme Descamps put toucher une partie de la solde de son mari quelques mois après l'arrestation.

Mais son statut d'épouse de résistant mort en déportation ne fut clôturé qu'en 1956, quatorze ans après le décès du capitaine.



Organigramme du réseau Vérité Française Soissons.

## EN CONCLUSION : LE PARDON

« *N'ayez pas de vengeance pour personne* » (Daniel Douay)

Approche de conclusion de Bernard Douay : « *Dans leur détresse et leur peur, nos anciens ont manifesté la force qui les animait et qui témoigne combien la dépossession de soi jusqu'à l'offrande de sa vie, dans l'humilité des actes posés, donne par la puissance du pardon et le sens de la justice, dignité et joie à l'existence.* »

Il reste un gros travail de recherche d'archives sur cette période 1940-1942 et sur ces acteurs méconnus. Retenons qu'ils se sont investis généreusement dans l'aide envers leurs concitoyens, sous le drapeau de la révolte contre l'armistice et l'occupant.

Ce présent travail m'a permis de solliciter, pour la première fois depuis 70 ans, les fils survivants des chef de groupe Douay et Descamps. Et permis à un des fils Descamps, Jean-Michel, de revoir à l'ex-gendarmerie de Soissons, le mur où son père fut blessé par des rafales allemandes alors qu'il tentait de fuir chez son ami Cibrario, photographe et voisin.

Merci donc pour leur confiance, aux fils de ceux qui ont sacrifié leur temps, leurs biens, leur métier, leurs familles et pour la majorité leur vie, afin de nous laisser le message, difficilement admis de nos jours, de la discrétion et du pardon.

Du pardon soit, mais pas de l'oubli. N'oublions donc pas qu'ils nous ont légué la Liberté, y compris celle de s'exprimer et de réhabiliter les valeurs, actions et œuvres oubliées ou écartées du souvenir, volontairement ou non.

Mais en restant sur les bases historiques de la Résistance, celles définies par Charles de Gaulle et proposées par Jean Moulin à la création du CNR<sup>11</sup>, le 27 mai 1943, rue du Four à Paris :

*« Faire la guerre.*

*Rendre la parole au peuple français.*

*Rétablir les libertés républicaines dans un Etat dont la Justice sociale ne sera pas exclue,  
et qui aura le sens de la grandeur.*

*Travailler avec les Alliés à l'établissement d'une collaboration internationale réelle sur le plan économique  
et social,  
dans un monde où la France aura regagné son prestige. »*

-O-O-O-O-O-

---

<sup>11</sup> CNR : Conseil National de la Résistance.

# DEBUTS DE LA RESISTANCE

## LA REGION VICOISE

par Bernard Ruelle

Je voudrais vous parler de la naissance d'un réseau de résistance dans la région vicoise qui fut structuré au sein de l'OCM 138 à partir de 1943 et qui compta plus de 240 hommes et femmes en 1944 en ayant une activité importante avec le renseignement transmis à Londres, les sabotages, la récupération d'aviateurs alliés et de parachutages et la participation aux combats de la libération.

C'est dès 1940 que deux hommes, **Gabriel Cochet** et **André Bataillard** se retrouvèrent pour échanger leur désir de résister à l'ennemi et prendre contact avec **l'Armée des Volontaires** qu'ils rejoignirent officiellement en janvier 1941.

Lorsque l'on parle de la résistance dans la région vicoise, on a tendance à mettre en avant, à juste titre, Gabriel Cochet en oubliant un peu le rôle joué par André Bataillard. Peut-être parce que Gabriel Cochet avait une plus forte présence physique et était davantage un meneur d'hommes tandis que André Bataillard était plus l'administratif et l'organisateur de l'ombre. Certainement aussi parce que André Bataillard, dénoncé et déporté comme Gabriel Cochet, n'est pas revenu des camps puisqu'il est mort lors de la longue marche du kommando de Neue Stassfurt, le 14 avril 1945, à l'âge de 29 ans et qu'il n'a pu ensuite témoigner de ses activités de résistant et de sa déportation.

La photo qui vous est présentée est assez symbolique. Elle a été prise en 1985 lors d'une cérémonie devant la plaque des déportés près du pont de Vic-sur-Aisne. L'on y voit Gabriel Cochet, encore imposant physiquement, rendre hommage à son ami André Bataillard et Pierre Hénin.

Survivant de l'enfer de Neuengamme, Gabriel Cochet, lui, a pu confier ses témoignages et ses archives. Pendant des années, il n'a rien voulu dire, puis s'est livré avec parcimonie au cours de longues soirées que j'ai passées avec lui pour recueillir, bribes par bribes, fragments par fragments, son histoire et l'histoire de son réseau. Et puis, sollicité pour venir témoigner auprès des jeunes dans le cadre du concours de la résistance, il a accepté d'en raconter un peu plus parce qu'il faisait confiance à la jeunesse. Et, un beau soir, il s'est lâché et m'a confié tout son dossier avec tous les détails, tous les secrets qui complétaient et corroboraient ce qu'il avait déjà dit.

Le déclencheur de ce soudain revirement ? Je me pose encore aujourd'hui la question. La confiance mais surtout le besoin de transmettre aux jeunes générations dont je faisais peut-être encore partie et aux plus jeunes collégiens.

Il faut aussi préciser que tous les témoignages directs et documents dont je pouvais disposer venaient de Gabriel Cochet. Pour un historien, ce n'était qu'une seule source d'informations parce que, de son vivant, tous les membres du réseau se refusaient à témoigner « sans l'autorisation du chef ». Il a fallu attendre son décès pour qu'ils acceptent de parler et confirmer ce que je savais, ce que certains ont encore pu faire ces dernières semaines.



## QUI ETAIT GABRIEL COCHET ?

Il est peut-être important de connaître un peu mieux le personnage pour comprendre son entrée en résistance. C'est un fils de petit agriculteur thiérachien né à Lavaqueresse le 21 juillet 1904, façonné par le travail de la ferme. Alors qu'il est encore un tout jeune enfant, il va garder, à l'âge de 10 ans, un souvenir traumatisant, celui de l'exode de 1914. Il faut tout quitter et surtout être accueilli comme réfugié en Seine et Marne à Orgeval où il est traité de « Boche du Nord » par la population.

Après la guerre, ses parents reprennent une ferme à Faverolles près de Villers-Cotterêts et en vivent difficilement. Mais Gabriel est un garçon intelligent et a du caractère et de la volonté. Tout en aidant ses parents, il réussit le concours de l'Ecole vétérinaire de Maisons Alfort. Ses résultats sont prometteurs. Mais les études coûtent cher et il doit les abandonner pour travailler à la ferme.

Il n'y reste pas longtemps car il profite d'une occasion proposée par un ami. Il reprend la ferme de Hurtebise sur le chemin des dames dont personne ne veut. C'est la zone rouge. Il se bat pour la remettre en culture après avoir dégagé les obus et les cadavres. Cela lui forge le caractère et une certaine haine des Allemands. Il va enfin pouvoir récolter le fruit de son acharnement et de son travail lorsque arrive la crise du blé. Il fait faillite. Mais grâce à son réseau de connaissances, il se retrouve à la tête de la distillerie et du moulin de Coeuvres-et-Valsery puis, en 1937, des silos de l'Aisne Agricole de Vic-sur-Aisne. C'est un point stratégique et de rencontre avec le monde paysan de l'époque qui lui permet de connaître beaucoup de monde et d'avoir le temps de juger ses interlocuteurs.

## LA GUERRE ET LE SABOTAGE DE L'AVION

Il est mobilisé en 1939 comme sergent chef dans le train. Le 6 juin 1940, alors que les allemands arrivent dans notre région, il est chargé de déménager l'usine Pecquet-Tesson de Soissons et passe sur le plateau au sud de Vic-sur-Aisne pour ne pas emprunter la nationale 31. Il aperçoit un avion, un Morane 406, en parfait état posé près d'un hangar au lieu dit « Le Poteau » au sud de Montigny-Lengrain. Son sang ne fait qu'un tour. Pas question de laisser intact l'appareil aux mains des allemands. Après avoir vérifié que l'appareil n'est pas piégé, il le remplit de paille, jette un bidon d'essence et y met le feu. L'appareil part en fumée. Le hangar de Louis Ferté aussi.



En se souvenant de cet acte de sabotage, Gabriel Cochet n'a jamais su dire s'il le considérait comme son premier acte de résistance qui avait déclenché sa volonté de créer un véritable réseau. Il penchait plutôt pour une réaction tout à fait naturelle devant l'ennemi. Par contre, les événements qu'il avait vécus dans sa jeunesse ne furent jamais étrangers à l'entrée en résistance de Gabriel. Son caractère non plus.

## LES PREMIERS CONTACTS AVEC L'ARMEE DES VOLONTAIRES

De retour à l'Aisne Agricole dès le mois d'août 1940, Gabriel Cochet n'est pas de ceux qui subissent avec fatalisme l'occupation allemande. Par des petites actions isolées avec certains cultivateurs, il tente d'échapper aux réquisitions et contrôles. Mais ces actions restent anecdotiques.

Heureusement, il est ami avec André Bataillard. Parisien d'origine âgé de 24 ans, André a été nommé contrôleur des contributions indirectes à la perception de Vic-sur-Aisne avec la bienveillance de M. Vallot. Le parisien est devenu tuberculeux sur la foi d'un certificat médical de complaisance et a été prié d'aller se faire soigner à la campagne où l'on respire l'air pur. Tuberculeux ! Il ne faut pas y regarder de trop près puisque le gaillard traverse régulièrement l'Aisne à la nage avec Gabriel Cochet et prend son vélo pour aller de temps en temps à Paris.

Les deux hommes se fréquentent, s'apprécient et se font confiance. Ils sont tous les deux dans le même état d'esprit : Résister à l'Allemand.

Gabriel Cochet et André Bataillard commencent à surveiller l'ennemi, récupérer des renseignements mais leur action s'arrête là faute de soutien. Lors de ses escapades à Paris, André Bataillard a des contacts avec des membres de l'Armée des Volontaires, un mouvement bien structuré qui va, finalement, accepter les deux hommes et leur demander d'organiser un petit groupe. Les contacts ont lieu en décembre 1940. Gaby et Baby rejoignent officiellement l'AV en janvier 1941 avec pour mission la collecte du renseignement.

## LA CREATION D'UN GROUPE

A partir de là, Gabriel Cochet va chercher à étoffer son groupe avec maintes précautions. Sa position est stratégique. Les silos de l'Aisne Agricole sont à un carrefour géographique avec le pont de Vic, passage obligé de la rivière entre le sud et le nord aussi bien pour les Allemands que pour les civils français. Ils sont aussi le lieu de rencontre des paysans de la région et Gabriel Cochet connaît tout le monde depuis plusieurs années et sait très bien en qui il peut avoir confiance. Il écoute, il prend note et commence à prendre des contacts.

De son côté, à la perception, André Bataillard rencontre aussi beaucoup de monde et a une connaissance administrative des habitants des villages voisins.

Les deux hommes vont donc pouvoir, tout doucement, constituer un petit réseau d'amis sûrs, futurs membres de l'Armée des Volontaires et piliers du réseau.

ETAT NOMINATIF DU SECTEUR I38 O.C.M de VIC S/AISNE						No 1					
ETAT-MAJOR DU SECTEUR						GROUPE No 1 du P.C					
N°	NOMS & PRENOMS	Date d'entrée dans la Résistance	GRADE F.F.I	GRADE Armée ou Réserve	Fonctions	n° d'ordre	NOMS & PRENOMS	date d'entrée dans la Résistance	Grade F.F.I	Grade Armée ou Réserve	FONCTIONS
1	COCHET Gabriel	Jan. 41 AV Mars 43 OCM	Capitaine	MdL Chef	CHEF DE SECTEUR	4	CARRIER Roger	Mars 43 OCM	Adjoint	Sergent	Chef de Groupe
2	BATAILLARD André	D° D°	Lieut.	S/Lieut.	Adjoint Ch Secteur	<b>EQUIPE BABY</b>					
3	LAJOUR André	Mai 42 AV Mars 43 OCM	Adjoint	2° Cl	Chef Groupe P.C	14	BABY Lucien	Mai 42 AV	Sergent	2° Cl.	Chef d'Equipe sans
4°	CARRIER Roger	Mars 43 OCM	D°	Sergent	Chef Groupe P.C	15	BOLION Louis	Mars 43 OCM	2° Cl.	2° Cl.	"
5°	BRIQUE Henri	Mai 42 AV	Lieut.	M d L.	{ Chef groupe n°1 puis Chef Secteur	16	COCHET Daniel	Avr. 43 OCM	2° Cl	2° Cl.	"
6	DE MONTENON Et.	Mars 43 OCM	Lieut.	Lieut.	Chef Groupe No 2	17	HIRAUX Robert	Janv 44 OCM	2° Cl	2° Cl	"
7	PRIPPER Michel	Mars 43 OCM	Lieut.	Lieut.	Chef Groupe No 3	18	LEGER Jacques	Janv 44 OCM	2° Cl	2° Cl	"
8	SOURET René	Jun 42 AV Mars 43 OCM	Adjoint	2° Cl.	Chef Groupe No 4	19	DRAPIER Jean	Mars 43 OCM	2° Cl	2° Cl	"
9	REBEROT Adrien	Mars 43 OCM	S/Lieut.	M.O	{ Chef d'Equipe puis Adjoint Chef de Secteur	<b>EQUIPE VERET</b>					
10	CHEVALIER Elie	Jun 44 OCM	Asp.	Asp.	Chef d'Equipe	20	VERET Adolphe	Avr. 42 AV	Sergent	Sergent	Chef d'Equipe Radio
11	POUSNOT Gaston	Mai 44 OCM	Lieut.	Lieut.	{ Adjoint Chef de groupe n°2	21	ARVATI Louis	Mars 44 OCM	Sergent	Sergent	sans
12	LEROY Jules	Mars 43 OCM	Capit.	Capit.	{ Chef Groupe (Autonome)	22	WILROOD Henri	Sept 43 OCM	2° Cl	2° Cl	"
13	LAURENT Hippolyte	Mars 43 OCM	Lieut.	Lieut.	Adjoint Chef groupe Autonome	23	LEUNIER Marcel	Sept 43 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						24	LEMAIS Henri	Nov 44 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						25	MARSAUX Pierre	Feb. 41 AV	Sergent	Sergent	"
						26	BOUSSIN Jean	Mars 44 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						<b>EQUIPE CHEVALIER</b>					
						27	CHEVALIER Elie	Jun 44 OCM	Asp <sup>t</sup>	Asp <sup>t</sup>	Chef d'Equipe sans
						28	LEMOINE Robert	Mars 43 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						29	PRETIER Raoul	Mai 42 AV	Sergent	Sergent	"
						30	NOUVIAN Gérard	Mars 43 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						31	VALELLANT Robert	Mars 44 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						<b>EQUIPE REBEROT</b>					
						32	REBEROT Adrien	Mars 43 OCM	S/LIEUT.	2° Cl	{ Chef d'Equipe puis Ad.Ch.Sect
						33	DUFOIT Daniel	Mars 43 OCM	Sergent	2° Cl	sans
						34	BLIN Jacques	Mars 41 AV	2° Cl	2° Cl	Radio
						35	ROGER Pierre	Mars 44 OCM	2° Cl	2° Cl	Secrétaire du Secteur
						36	COUSIN René	Mai 42 AV	2° Cl	2° Cl	agent liaison
						37	LEBOUX Kléber	Jun 43 OCM	2° Cl	2° Cl	sans
						<b>EQUIPE ALEXANDRE</b>					
						38	ALEXANDRE Adrien	Mai 42 AV	Adj <sup>t</sup> . Chef	Adj. Chef	Chef d'Equipe sans
						39	ALEXANDRE Georges	Mai 42 AV	2° Cl	2° Cl	"
						40	CREPIN Michel	Mars 43 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						41	CUVILLIER Camille	Mars 43 OCM	2° Cl	2° Cl	"
						42	COCHET Eugénie	Janv 41 AV	"	"	solde aux Lettr
						42bis	REBEROT Genevieve	Mars 43 OCM	"	"	"
						43	LEGRAND Guy	Mai 43 OCM	"	"	sans

Tableaux des effectifs du groupe de Vic-sur-Aisne

Qui recrutent-ils ? D'abord des Vicois qu'ils connaissent bien. Au premier chef, Eugénie Cochet, l'épouse, la confidente, le petit bout de femme qui a l'œil partout, voit tout, rapporte tout, passe partout et entre à l'AV dès janvier 41 pour servir de « boîte à lettres ». Puis, en février, Pierre Marsaux, le notaire, que Gabriel connaît mais qu'il accepte avec réticence parce l'homme est chargé d'une famille nombreuse et qui, par voie de conséquence, sera écarté de toutes les missions périlleuses. Enfin, en mars 41, Jacques Blin, sportif et ami de Gabriel Cochet.

Ce sera tout pour l'année 41. Cinq hommes et femme. Le groupe est restreint mais actif dans le renseignement sur les passages des allemands et sur les voies de communications. Tout sera transmis à l'Armée des Volontaires à Paris par Bataillard à une certaine Germaine, puis envoyé à Londres.

Mais Gabriel n'est pas homme à se contenter de renseigner. Il croit en un sursaut national et à une résistance active. Il a besoin d'un groupe plus important bien implanté sur la région. Il va le constituer au cours du printemps 1942. Encore quelques Vicois comme Adolphe Veret, Lucien Damy (caviste chez M. Ferreux, le maire) qui a failli être fusillé par les allemands le 31 août 1914 et qui ne l'a pas oublié, Raoul Peltier, un fort caractère qui est géomètre et René Cousin, jeune garçon qui travaille à L'Aisne Agricole et sera ensuite de tous les coups. D'autres sont proches de Gabriel mais pas encore incorporés comme Adrien Rébérot et Roger Carrier.

Londres demande des renseignements sur le tunnel de Vierzy, fort surveillé et renforcé par les Allemands. Pas facile de s'en approcher. Gabriel contacte donc André Pétin, le petit curé de Coevres-et-Valsery qu'il a connu lors de son passage à la distillerie dans le village et dont il est sûr. Le curé ira lire le bréviaire avec son collègue de Vierzy et transmettra les renseignements. Un nouveau pour l'AV.

Il faut aussi s'implanter géographiquement pour avoir des contacts partout. André Lajoie de Ressons-le-Long entre dans le mouvement, tout comme René Sourdet à Ambleny, Alfred Genielle à Moulin-sous-Touvent dans l'Oise où il y a des carrières, Adrien et Georges Alexandre à Berny-Rivière que Gabriel connaît bien et dont la mère est amie d'Eugénie. Isaïe Preux à Morsain qui garde un mauvais souvenir du passage des allemands en 1914.

Gabriel Cochet a aussi une vision future du mouvement sur le plan stratégique. S'il est allé chercher Genielle pour ses carrières, il pense à des endroits plus proches comme Nouvron-Vingré avec sa distillerie de Confrécourt qui travaille pour les Allemands et ses carrières bien situées pour constituer, s'il le faut, un maquis.

En mai 1942, il attire tout un groupe de personnes regroupées autour de Henri Brique. On compte Kléber Burgeat, René Camus, Marcel Wargnier, Emile Duhoux et Léon Wysocki. Certains ont des liens avec des réseaux communistes des mines du Nord et du Pas de Calais. C'est d'ailleurs pour cela que le groupe cachera deux prisonniers russes évadés dont un colonel de l'Armée Rouge qui participeront aux combats de la libération. D'autres sont entrés en résistance parce qu'ils ont des souvenirs pénibles de l'armée allemande de 1914 et de la déportation que leur famille a connue dès le début de la première guerre. La haine de l'occupant est atavique et alimentée par les réquisitions. Ils forment un noyau solide pour Gabriel Cochet.

## LE RENSEIGNEMENT

**Fin 1942, L'Armée des Volontaires de la région vicoise compte donc vingt-deux hommes bien soudés autour de Gabriel Cochet et André Bataillard.** Ils relèvent avec un soin particulier les voies de communications, les ponts, les voies ferrées, les écluses, les habitudes de l'armée allemande et transmettent à l'AV de Paris. Renseignements aussi sur les défenses du tunnel de Vierzy grâce à André Pétin, sur le terrain d'aviation de Croutoy et même sur l'ouvrage fortifié de Margival dans lequel Gabriel Cochet réussit à s'introduire par trois fois en se portant volontaire comme ouvrier pour en faire des plans assez précis afin de les communiquer à Londres.

## LE PASSAGE A L'OCM FIN 42-DEBUT 43

Mais malgré des demandes répétées, le groupe vicois ne reçoit toujours pas d'armes ni de matériel pour effectuer des sabotages. Les promesses faites par l'armée des volontaires de Paris ne sont jamais

tenues et Gabriel lui en tient rigueur. Il veut agir. Grâce à Genielle, il a bien quelques contacts avec un groupe noyonnais mais il n'en obtiendra que quelques détonateurs pour faire sauter la distillerie de Confrécourt en 1943. Il tourne en rond, piaffe d'impatience et se tourne finalement vers l'OCM (Organisation Civile et Militaire) de Soissons. Le contact lui est facilité par deux de ses amis, Marcel Pierre et Bouloche dans le cadre de sa passion de l'aviation.

L'OCM est bien structurée dans le département de l'Aisne et le secteur 138 est constitué pour la région vicoise et une partie du canton d'Attichy avec pour voisins le 137 (Soissons) et 139 (Hartennes).



*1954 Cochet et Petitpas*

En conclusion, on peut se poser la question : pourquoi ont-ils créé ou participé à ce réseau de résistance ?

D'abord par la volonté d'un homme qui avait la stature physique et morale d'initiative et de commandement. Parce qu'il était patriote et qu'il refusait la dictature et l'occupation nazies comme tous ceux qui l'ont suivi.

Il faut aussi tenir compte de toutes les opportunités comme les situations géographiques, les réseaux d'amis qui existaient déjà avant la guerre mais encore le souvenir de 14-18 qui avait marqué la région, le refus des réquisitions dans le monde agricole et certainement le besoin de « ferrailer » avec l'ennemi qu'on n'acceptait pas.

Ajoutons que ces premiers résistants ont travaillé dans l'ombre mais le sont également restés au moment de la libération quand d'autres prenaient les armes lorsque la victoire était acquise. Ils le sont restés pendant de longues années après la guerre ce qui ne facilite pas le travail de l'historien.

-O-O-O-O-O-

# 1940-1942

## CLANDESTINITE ET RESISTANCE DES COMMUNISTES DANS L' AISNE

par Alain Nice

### LE CONTEXTE

Le Pacte germano-soviétique fut signé le 23 août 1939 entre Molotov et Ribbentrop. Le 26 septembre 1939, le PCF, considéré comme un parti de l'étranger, à la solde de Moscou, était interdit par le gouvernement Daladier. Dès lors, le PCF va plonger dans la clandestinité mais le contraste est frappant entre ceux qui refusent l'occupation et décident d'entamer une véritable lutte contre l'occupant et le Comité Central du PCF qui, par exemple, le 19 juin 1940, envoie une délégation auprès de la Kommandantur de Paris pour demander l'autorisation de faire reparaître légalement le journal l'« Humanité » et qui publie en juillet 1940 « l'Appel au Peuple de France » signé de Thorez et Duclos dans lequel, « pacte oblige », l'occupant nazi n'est pas directement et clairement attaqué.

Heureusement, dans les régions, de nombreux communistes vont tenir un langage fort différent : c'est le cas de Charles Tillon dans le sud-ouest qui, en juillet 1940, rédige un tract « *Le Manifeste de Bordeaux* », à la tonalité antiallemande parfaitement claire tandis qu'en août, dans le Limousin, Georges Guingouin, rédige un *Appel à la lutte* sans équivoque.

### Organisation et résistance du PC clandestin

A tous les échelons du Parti se constituent des groupes de trois, des « triangles ».

Le système du triangle devait être respecté de la base au sommet et constituait une pyramide parfaitement cloisonnée. Il n'y avait pas de liaisons horizontales, mais un système de liaisons verticales et il était ainsi très difficile de remonter la chaîne et donc d'arriver à la direction. Inversement, lorsqu'un maillon était rompu, il fallait beaucoup de temps pour rétablir les liaisons.

Au sommet de la hiérarchie du parti et en contact avec Thorez, qui a déserté et gagné l'URSS, la direction nationale du Parti : Jacques Duclos, Benoît Frachon, auxquels s'ajoute, en mars 1941, Charles Tillon.

Dès la fin de 1940, des petits groupes armés sont organisés pour garantir la sécurité des militants les plus exposés. Ces groupes vont prendre rapidement le nom d'Organisation Spéciale. Ce sont eux qui effectueront les premières actions armées contre l'occupant. Dans l'Aisne, on peut difficilement parler d'« Organisation Spéciale » pour les premiers actes de résistance communiste. Le terme de « PC clandestin » nous semble plus approprié.

### AUTOMNE 1940- PRINTEMPS 1941 : les prémices de la résistance des Communistes dans l'Aisne

#### Les envoyés du « Centre » chargés de la restructuration du Parti dans l'Aisne :

A partir de l'automne 1940, deux personnages importants du PC clandestin effectueront plusieurs missions dans l'Aisne.

- Maurice Deloison, cheminot originaire du Pas de Calais, militant communiste, est envoyé dans l'Aisne et les Ardennes fin 1940-début 1941, avec l'objectif de restructurer localement le Parti. Il sera arrêté dans les Ardennes à Joigny sur Meuse en août 1941.

- Auguste Defrance, alias « Francis », originaire lui aussi du Pas de Calais, militant communiste depuis 1921. Comme Maurice Deloison, auquel il succédera, il est chargé de la réorganisation du parti dans plusieurs départements et notamment dans l'Aisne qu'il parcourra jusqu'à la Libération.

#### La réorganisation du PC clandestin dans l'Aisne :

- à Tergnier : c'est mi-septembre 1940 que le groupe de Résistance communiste issu du PC clandestin se reconstitue à Tergnier lors d'une réunion autour de Paul Caille (le P du triangle), militant communiste, secrétaire fédéral des cheminots CGT. Autour de lui : Marcel Guillard, qui deviendra son

lieutenant, Anselme Arsa (alias Fernand), Pierre Jourdan, René Caplot, tous cheminots. La structure est faite d'un triangle de direction composé de Paul Caille, Anselme Arsa et Fernand Bouyssou. Ce groupe se réunit à Quessy et organise les premières distributions de tracts et du journal du Parti Communiste clandestin, « l'Humanité ». Sous leur impulsion, deux autres groupes sont créés à Quessy-Cité et à Tergnier. Ces trois groupes : Quessy-Centre, Quessy-Cité et Tergnier organisent la diffusion de tracts. En guise de représailles, le 14 novembre 1940, la direction de la SNCF licenciat Paul Caille comme fonctionnaire « douteux ».

Autre personnage important pour le secteur de Tergnier : Cléophas Doloy dit « Paul », ajusteur SNCF, militant communiste, qui reçu comme mission de reconstituer les sections du Parti Communiste clandestin dans l'Aisne. Agent de liaison, il est chargé de ventiler dans toute l'Aisne, les instruments de propagande (tracts, journaux...) et les directives du « Centre ». On le retrouve aussi bien à Hirson qu'à Chauny ou Tergnier où il déploie une infatigable activité pour rétablir les contacts. Ces groupes sont en contact régulier avec des responsables interrégionaux clandestins qui assurent les liaisons et qui sont hébergés dans des familles de résistants locaux.

Outre les distributions de tracts et de journaux comme l'Humanité, les premiers actes de résistance consistent à :

- récupérer les armes abandonnées par l'armée française après le défaite de juin 1940,
- favoriser le passage de la ligne de démarcation aux prisonniers évadés,
- aider les femmes de prisonniers,
- regrouper les jeunes du secteur, les sensibiliser à la Résistance et leur faciliter le passage pour rejoindre la France Libre,
- effectuer divers sabotages (lignes téléphoniques, voies et machines SNCF).



Maurice Liez

- à Chauny : avec le concours de Paul Doloy, le PC clandestin s'organise autour de Clotaire Delettre, 22 ans, garçon coiffeur à Chauny, qui est le chef d'un triangle communiste composé de Potentier et Poiret. Clotaire Delettre était le responsable politique d'une section qui comprenait 25 adhérents.

- à Château-Thierry : Maurice Liez, mécanicien de route à la SNCF, militant communiste, est l'une des figures les plus marquantes de la future résistance FTP dans l'Aisne et l'un de ses principaux organisateurs. Dès septembre 1940, il organise un groupe de résistance composé de militants du PC clandestin qui effectueront divers sabotages de locomotives, wagons, voies ferrées et machines-outils.



Antoine Sue

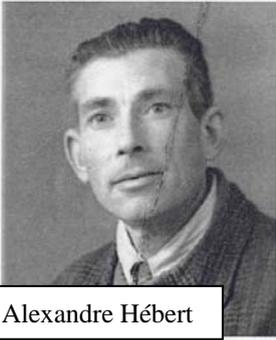
- à Hirson : le principal dirigeant communiste, c'est Antoine Sue, ouvrier ajusteur à la SNCF au dépôt d'Hirson, (ex)secrétaire de la section d'Hirson du PCF et membre du Comité fédéral de l'Aisne. Il fait l'objet d'une constante surveillance de la part de la Police de Vichy. Le 13 janvier 1941, Antoine Sue eut un premier contact avec Paul Doloy, porteur d'une valise de tracts. Il rassemble autour de lui des militants sur qui il peut compter : André Baudin, Fernand Antoine, Gaston Robert, Roger Bocquillon, André Brémont.

- à Origny S<sup>te</sup> Benoite : la résistance communiste s'organise autour d'Emile Gente, cheminot, qui organise un triangle composé de Noël Beaurain et Léon Bleuse. Leur premier sabotage a lieu fin 1941 : sabotage de la ligne téléphonique allemande Paris-Berlin.



Emile Gente

- à Soissons : la résistance s'organise autour d'Alexandre Hébert, militant communiste de Belleu qui travaillait à la Forge du district SNCF à la gare de Soissons. Dès septembre 1940, Alexandre Hébert avait été contacté par Maurice Deloison. Il reçut pour mission de former des groupes de trois dans le secteur de Soissons, Vic-sur-Aisne, Villers-Cotterêts. A Vic-sur-Aisne, il donne l'ordre au groupe de Norbert Morice de récupérer armes et munitions. En février 1941, il participe lui-même à la récupération d'armes ainsi que d'un poste émetteur abandonnés par l'armée française. De même, il récupère des armes enlevées dans des wagons allemands en gare de Soissons.



Alexandre Hébert

Toujours en février 1941, Alexandre Hébert effectue son premier sabotage : il précipite deux machines en attente d'être attelées pour conduire des trains de troupes allemandes contre le butoir en face de la cabine 1 de la gare de Soissons. Les deux machines attelées ensemble culbutent le butoir et tombent sur le talus, obstruant la route de Fère à côté du pont. Huit jours plus tard, il sabote une autre machine dans les mêmes conditions. Plusieurs trains de troupes furent ainsi retardés. C'est le premier sabotage ferroviaire connu dans l'Aisne, en février 1941, plusieurs mois avant l'invasion de l'URSS.

### **Mars 1941 : propagande communiste et premières arrestations dans l'Aisne**



Paul Caille

Tergnier, 29 mars 1941, arrestations de Paul Caille et Marcel Guillard : suite à deux distributions de tracts et de l'Humanité clandestine à Quessy le 2 février 1941 puis à Tergnier dans la nuit du 4 au 5 mars 1941, le domicile de Paul Caille est perquisitionné une première fois par la Feldgendarmerie. Le 29 mars 1941, les gendarmes (Français cette fois) investissent le domicile de Paul Caille et l'arrêtent ainsi que Marcel Guillard, son lieutenant.

Paul Caille et Marcel Guillard seront incarcérés à Laon puis à Châteaubriand (où ils sont témoins de l'exécution de 27 de leurs camarades dont Guy Môquet le 26 octobre 1941). Ils seront transférés ensuite au camp de Voves puis à Compiègne. Le 6 juillet 1942, ils sont déportés à Auschwitz. Paul Caille et Marcel Guillard y mourront d'épuisement fin 1942.

### **ETE 1941 LE GRAND TOURNANT: juin 1941- avril 1942**

Le 22 juin 1941, les troupes allemandes envahissent l'Union Soviétique. Pour les communistes français, le soulagement est grand. L'URSS est en guerre.

### **Propagande et répression policière :**



Anselme Arsa

Le 23 août 1941, Maurice Deloison est arrêté dans les Ardennes à Joigny sur Meuse suite à une très importante distribution de tracts à Charleville-Mézières. Il est aussitôt suppléé par Auguste Defrance. Dans l'Aisne, la propagande continue de plus belle et les distributions de tracts communistes vont se multiplier durant l'été 1941 : à Laon, des tracts communistes sont signalés au dépôt SNCF le 20 mars 1941, puis boulevard de Lyon le 14 avril, à La Neuville le 1<sup>er</sup> août, sur l'autostrade le 20 août et le 5 septembre 1941. A Tergnier, Anselme Arsa alias « Fernand » succède à Paul Caille. En juillet 1941, de nouvelles distributions de tracts sont effectuées à Tergnier mais la menace plane sur les militants communistes déjà fichés.

A Hirson, fin août 1941, en représailles, la gendarmerie française aidée de la Feldgendarmerie perquisitionne chez plusieurs militants communistes comme Antoine Sue et Raymond Brebant. Le 5 septembre 1941, quelques jours après une nouvelle et importante distribution de tracts à Hirson, Antoine Sue est arrêté pour « menées communistes ». Interné à Saint-Quentin puis au camp d'Ecrouves, il est déporté à Auschwitz en mai 1942 où il mourra le 15 octobre 1942. Après l'arrestation d'Antoine Sue, qui était seul à connaître Paul Doloy, les communistes d'Hirson mirent de longs mois à rétablir la liaison avec Tergnier.

### **1941 : les sabotages**

#### Les sabotages ferroviaires

Parmi les diverses actions de sabotages entreprises contre l'armée d'occupation durant l'année 1941 et notamment dans les campagnes, beaucoup d'entre elles sont des actions individuelles, bien souvent à l'actif de militants communistes et qui n'ont été que peu ou pas revendiquées et donc répertoriées.

Concernant les sabotages ferroviaires, après le sabotage d'Alexandre Hébert en gare de Soissons, en février 1941, il faut attendre le 5 mai 1941 pour trouver mention d'un autre sabotage. De mai à octobre 1941, il n'y a trace d'aucun autre sabotage ferroviaire, ceux-ci reprendront fin octobre notamment sur la voie ferrée Paris-Soissons, le 17 octobre 1941, puis en gare de Bohain le 2 décembre 1941.

#### Les sabotages de lignes téléphoniques allemandes

Ils furent nombreux en 1941, comme en témoignent plusieurs circulaires émanant du Cabinet du Préfet de l'Aisne et destinées aux maires. La première datée du 26 mars 1941 (donc avant l'invasion de l'URSS) et la seconde datée du 5 juillet 1941 et dans laquelle le Préfet évoque « *les nombreux cas de rupture de câbles téléphoniques de l'armée allemande, actes [...] se produisant par séries, groupés par dates et régions [...] le fait d'éléments extrémistes [...]* ». Certains de ces sabotages ont été répertoriés comme par exemple ceux survenus les 12 et 14 janvier 1941 entre Anizy et Brancourt en Laonnois, en février-mars 1941 dans le secteur de Saint-Quentin et un autre à Villers les Guise dans la nuit du 24 au 25 août 1941. La presse de l'époque y fait parfois mais rarement référence : « *8 août 1941, à Oignes* ».

Tout porte à croire que ces « *éléments extrémistes* » ne sont autres que des militants communistes qui agissent souvent individuellement mais aussi, dans bien des cas, de concert avec d'autres militants. Certains témoignages sont sans équivoque (Emile Gente).

#### Les incendies de récoltes

Ils furent aussi très nombreux à compter du printemps 1941, en témoignent les 5 circulaires émanant de la Préfecture de l'Aisne, l'objectif étant bien sûr d'empêcher le blé, comme toutes les matières premières, de partir en Allemagne. Si l'on se réfère aux notes du Préfet, ces incendies de récolte étaient effectués bien souvent à l'aide « *d'engins incendiaires constitués par des plaquettes de cellulose imprégnées de phosphore* » (note du Préfet du 20 juin 1941). La couleur politique de l'un de ces « incendiaires » est clairement mise en évidence dans une décision de Justice reprise dans le journal collaborateur « *l'Argus de l'Aisne* » du 19 septembre 1941 (ADA) :

« *Cour d'Assises de l'Aisne. Audience du lundi 15 septembre 1941 : l'incendie volontaire de Bernot [...] comparait Jules Gaston Viéville (62 ans) condamné à 5 ans de réclusion, accusé d'avoir mis le feu dans la nuit du 24-25 janvier 1941 à une grange et à un hangar de la ferme de M. Willot. C'était le 5<sup>e</sup> incendie qui se déclarait [...]. A la sortie son beau-frère s'approcha et lui dit : -T'en fais pas, l'armée rouge viendra te faire sortir avant 5 ans- [...]* ».

Au total, dans l'Aisne, une trentaine d'incendies de fermes ou de récoltes ont été recensés pour l'année 1941 auxquels s'ajoutent parfois des sabotages de matériels indispensables à la récolte.

En 1942, ces incendies volontaires ont perduré (André Beck).

#### **Août-Septembre 1941, fichage et arrestations :**

Depuis la mise hors la loi du PCF, tous les communistes de l'Aisne sont fichés, tout comme le seront les Juifs et constituent un réservoir d'otages. Durant l'été 1941, des listes de communistes sont dressées. A Soissons, une liste ou fichier des Communistes (liste « 36bis ») fut remise à l'autorité allemande de la Kommandantur de Soissons par un inspecteur de la Police de Vichy. Un double avait été transmis au Préfet Quenette en date du 31 août 1941. Par ailleurs, le 5 août 1941, la FK 602 reconnaît posséder une liste de 32 noms de communistes de Tergnier, liste transmise par la Gendarmerie Française.

Le 20 septembre 1941, les Renseignements Généraux de Laon adresseront au Préfet de l'Aisne une liste de 104 noms de « *communistes notoires actuellement présents dans les localités suivantes : Hirson, Saint-Quentin, Gauchy, Guise, Soissons, Laon, Château-Thierry, Quessy, Fargniers, Tergnier, Beautor, La Fère, Chauny et qui semblent continuer leurs agissements antinationaux* ». Tous sont menacés à tout moment d'arrestation.

#### **Août-septembre 1941, attentisme ou action immédiate :**

Le 21 août 1941, à Paris, à la station de métro Barbès, Pierre Georges, le futur « colonel Fabien », exécute l'aspirant de la Kriegsmarine, Alfons Moser. Cet attentat est présenté par les communistes comme une réponse immédiate à l'exécution de deux de leurs militants, Henri Gautherot et Samuel Tyszelman, fusillés par les Allemands, le 19 août 1941.

Suite à ces attentats, dans l'Aisne, le Préfet Quenette fait diffuser une circulaire datée du 3 septembre 1941 émanant de la Feldkommandantur 602 de Laon, concernant la détention d'armes par la

population française : un ultime délai pour remettre les armes est fixé au 10 septembre 1941. Au plan national, les attentats contre des membres ou des représentants de l'armée d'occupation vont s'étendre. Le 20 octobre 1941, à Nantes, le colonel Hotz, Feldkommandant de la place de Nantes est abattu ainsi qu'un conseiller militaire à Bordeaux. En représailles, 98 otages sont fusillés.

Cette forme d'action, en raison notamment des représailles qu'elle provoque, suscite de très vives polémiques. Fin octobre 1941, le général de Gaulle intervient sur les ondes de la BBC pour donner aux résistants l'ordre de ne plus tuer d'Allemands. C'est le début de la polémique sur l'attentisme et l'action immédiate entre communistes et gaullistes.

### **29 septembre 1941 : Gaston Pinot et l'attentat de Courmelles**

C'est dans ce contexte que, dans l'Aisne, un attentat contre un membre de l'armée allemande va avoir lieu à Courmelles, près de Soissons, le 29 septembre 1941. C'est le premier attentat commis à l'encontre d'un soldat de l'armée d'occupation dans l'Aisne.

En pleine nuit, vers 3-4h du matin, une sentinelle allemande, en poste à Courmelles est victime d'une agression à coups de couteaux et coups de matraque mais, deux témoins, parlent aussi de quatre détonations (on ignore si ce soldat a été effectivement tué). La Feldgendarmarie, arrivée sur les lieux, réveille le maire et, peu de temps après, perquisitionne chez Gaston Pinot, 30 ans, cantonnier auxiliaire, militant communiste chez qui on découvre plusieurs armes de guerre et un carnet contenant les noms de militants communistes locaux. Gaston Pinot est aussitôt arrêté mais il n'a pas été arrêté au hasard, il a été clairement désigné aux Allemands comme étant un militant communiste aussi bien par le maire de Courmelles que par un autre agriculteur du village.

La répression : à la suite de cet attentat, outre l'arrestation de Gaston Pinot, une rafle est organisée dans les milieux communistes à Soissons, Belleu, Vauxbuin, Villeneuve-S<sup>t</sup>-Germain dans la nuit du 29 au 30 septembre 1941 : 17 (ou 18) communistes sont arrêtés comme otages. Parmi les communistes arrêtés (ou supposés tels) : André Malheurty, gérant des Bains Municipaux à Soissons, Gabriel Duponchelle de Villeneuve-S<sup>t</sup>-Germain, Charles Del Nero, coiffeur à Villeneuve-S<sup>t</sup>-Germain, Abel Gattier, Léon Durville, Jean Guier, Léon Busarello, Emile Maillard, Lucien Grando, Marcel Castel, André Sonnier, Roger Villet, François Blondeau, Roger Raymond, René Miollo, Jean Hemelique, Joseph Hary, Charles Bruynooghe, Ernest Gay.

Ils furent transférés et internés à Compiègne. Onze d'entre eux furent relâchés plusieurs mois après, en mars 1942. Parmi ces otages, Léon Durville sera fusillé à Carlepont dans l'Oise le 20 février 1942 avec deux autres de ses camarades. Quatre autres, déportés le 6 juillet 1942, mourront à Auschwitz : Jean Guier, Charles Del Nero, Emile Maillard et Léon Busarello.

Quant à Gaston Pinot, après avoir été jugé par un Tribunal Militaire allemand le 5 octobre 1941, il fut condamné à mort pour détention illicite d'armes et fusillé à Laon le jeudi 9 octobre 1941 à 12h30. Gaston Pinot, militant communiste, est le premier patriote fusillé par les Allemands dans l'Aisne.

### **Fin 1941, au plan national :**

En octobre 1941, Charles Tillon, membre du Comité Central du PCF est chargé d'unifier en une seule organisation les groupes armés du parti : Organisation Spéciale, Bataillons de la Jeunesse et étrangers de la MOI. Les groupes de l'organisation militaire unifiée prennent le nom de « T.P. » pour Travail Particulier ou Travailleur Partisan. Dès la fin de 1941, l'organisation communiste est maintenant totalement opérationnelle, en particulier en zone occupée.

Parallèlement, fin 1941, le Parti Communiste va mettre sur pied une « organisation de masse », le Front National qui « *se propose de faire l'union la plus large entre Français* ». Localement, le Front National s'organise en Comités de base comme à Saint-Quentin avec Emile Pierret (ancien maire communiste), à Bohain avec Jean Polvent, à Soissons avec Roger Biard qui deviendra le délégué département du Front National pour l'Aisne.

### **AVRIL 1942 : CREATION DES FTP**

En avril 1942, les groupes armés du PCF prennent officiellement le nom de « Francs-Tireurs et Partisans » en référence à la fois, aux Francs Tireurs français de la guerre de 1870 et en même temps aux Partisans soviétiques.

## Organisation et structuration des FTP

Avec les FTP, une nouvelle tactique militaire voit le jour, celle de la guérilla qui va à l'encontre de toutes les doctrines militaires classiques. Après les groupes de trois, l'unité de base des FTP, c'est le « groupe de combat », composé de deux équipes de 3 ou 4 hommes, soit 6 à 8 personnes commandées par un chef de groupe et son adjoint. Priorité est donnée à la mobilité.

A partir de 1943, face à l'augmentation des effectifs, le groupe de combat cèdera la place au détachement composé de 4 groupes de combat soit environ 30 hommes. Trois ou quatre détachements formeront une compagnie (100 à 130 hommes). A cette organisation en unités de combat se superposera une structuration géographique en « secteurs », « régions » (une région = un département), « inter-régions » (regroupement de plusieurs départements) et « zones » (nord et sud), le tout étant placé sous l'autorité du Comité Militaire National (CMN). C'est ainsi que le département de l'Aisne deviendra la « région » 2 de l'interrégion 25 (IR 25) qui regroupe le Nord, le Pas de Calais, l'Aisne, les Ardennes et la Meuse et qui dépend directement de l'état-major FTP basé à Lille.

A la tête des différents échelons de l'organisation (secteur, région, interrégion mais aussi groupe, détachement, compagnie...) se trouve toujours un triangle de direction composé d'un « commissaire aux effectifs » (CE) appelé aussi « commissaire politique », d'un « commissaire aux opérations » (CO) ou appelé « commissaire militaire » et d'un « commissaire technique » (CT). A l'échelon suprême, le Comité Militaire National (CMN) sous la direction de Charles Tillon.

Au CMN ne siègent que des communistes alors qu'aux échelons inférieurs, il n'est pas rare de rencontrer des non-communistes.

## Printemps-été 1942 dans l'Aisne:

- Secteur d'Hirson : durant l'année 1942, les communistes hirsonnais multiplieront encore les diffusions de tracts et de propagande clandestine en direction de la population et des cheminots du dépôt d'Hirson. Ils diffusent aussi de nombreux tracts en direction des troupes d'occupation, cette action est appelée « le "T.A.", le travail allemand ». Les sabotages se localisent dans le seul dépôt SNCF d'Hirson : sabotage et destruction d'outillage, destruction par plaquette à retardement de plusieurs trains de fourrage destinés à l'armée allemande, destruction complète d'une locomotive lancée à toute vapeur sur le buttoir nord du dépôt d'Hirson, minage en gare d'Hirson de 22 automobiles et camions Renault en partance pour l'Allemagne, destruction des accouplements de freins de 48 locomotives en juillet 1942.

- Secteur de Tergnier : les informations sont rares pour l'année 1942. L'organisation d'un premier groupe FTP aurait été faite à l'initiative de Louis Barloy et de Maurice Liez et il aura comme premier chef Henri Pruvot, ajusteur à la SNCF et militant communiste. A l'actif de ce groupe, en mars 1942, l'attaque d'un train de matériel allemand au triage de Tergnier, attaque au cours de laquelle un officier allemand aurait été tué. Parallèlement, à l'appel du PC clandestin, dans tout le secteur les distributions de tracts deviennent de plus en plus régulières.

Pour le 1<sup>er</sup> mai 1942, une action spectaculaire est organisée à l'initiative d'Anselme Arsa : « les groupes de Quessy-Centre, Quessy-Cité et Tergnier confectionnent clandestinement des petits drapeaux rouges et des drapeaux tricolores et le jour du 1<sup>er</sup> mai 1942, ces drapeaux furent accrochés sur les fils électriques dans les rues ». Aussitôt des arrestations sont opérées : « le 1<sup>er</sup> mai, Fernand Bouyssou, Roger Debarre, Charles Lépine et Jean Toussaint sont arrêtés par la Gendarmerie française ». Le 6 mai 1942, la session spéciale de la Cour d'Appel d'Amiens les condamne à plusieurs années de prison et à une forte amende. Internés à Compiègne, ils seront déportés à Auschwitz le 6 juillet 1942 : seul Roger Debarre en réchappera.

- Secteur de Soissons, le groupe André BECK : originaire de Meurthe et Moselle, militant communiste, André Beck, arrêté puis condamné en mai 1941 à 3 ans de prison pour activité communiste, entre dans la clandestinité. Il se réfugie à Nancy puis à Paris où il rencontre deux interrégionaux qui le dirigent, en janvier 1942, sur le département de l'Aisne. Il s'installe à Soissons et y retrouve quelque temps après Justin Eloy, cheminot et militant communiste des Ardennes qui, recherché lui aussi, s'est réfugié dans l'Aisne. Par son intermédiaire, André Beck entre en contact avec Odette Richier alias « Mado », Lucien Richier, Léon Richier et Alexandre Hébert. Odette Richier, alias « Mado », était chargée de transmettre les directives aux différents responsables et assurait la fabrication et la diffusion

de tracts. Outre sa participation à divers sabotages, c'est elle qui avait personnellement incendié les Magasins Généraux de Soissons contenant des stocks de marchandises destinées à l'Armée allemande.

Ensemble ils vont recruter des hommes. En mai 1942, le groupe intègre Edmonde Chaumeil, alias « Yvonne », « Claire », « Eliane Perrault », originaire de Paris, qui participera à plusieurs sabotages dans l'Aisne.

Mission du groupe : distribuer des tracts, monter des attentats contre les écluses.

Le 4 juin 1942, Alexandre Hébert est arrêté. Enfermé à Soissons, puis à Amiens, Alexandre Hébert réussit à *indiquer dans une lettre où étaient placés les dépôts d'armes*. Condamné à 7 ans de travaux forcés, interné à Compiègne, il fut déporté ensuite à Buchenwald et Dora. Il fut libéré le 30 mai 1945.

Malgré cette arrestation, le groupe d'André Beck va passer à l'action durant l'été. Plusieurs sabotages sont effectués dans différents secteurs du département de l'Aisne :

- dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 août 1942, à Tergnier, sabotage de l'écluse n°2 du canal de Saint-Quentin.
- nuit du 13 au 14 août 1942, à Remaucourt, au passage à niveau, sabotage de rail par explosif.
- 24 août 1942 : Leuilly-sous-Coucy, sabotage de l'écluse du canal de l'Oise à l'Aisne.
- 15 septembre 1942 : sabotage d'usine à Fresnoy-le-Grand.
- 21 septembre 1942 : sabotage d'écluse à Azy-sur-Marne.
- 28-29 septembre 1942 : sabotage par explosif de l'écluse n°11 de Fontenoy.

Le démantèlement du groupe : le 16 octobre 1942, André Beck est arrêté sur la route de Soissons à Villers-Cotterêts lors d'une distribution de tracts qu'il effectuait avec Odette Richier. Interrogé et torturé, André Beck reconnaît avoir exécuté divers sabotages et incendies de récoltes dans le Soissonnais. Dans les jours qui suivent, le 20 et 23 octobre 1942, à Soissons, S<sup>t</sup> Bandry, Ressons-le-Long, Saint-Quentin, une douzaine de personnes sont arrêtées : Justin Eloy, Armande Richier, Marguerite Richier, André Richier, Eugène Morice, Norbert Morice, Alphonse Gigand, Sophie Gigand née Richet, Jean Emile Gigand, Andrée Gigand, René Lecocq et Robert Guézou à Saint-Quentin. Il sera condamné à 5 ans de travaux forcés. La plupart des autres seront déportés. Plusieurs d'entre eux mourront en déportation : Sophie et Andrée Gigand à Auschwitz, Eugène Morice à Buchenwald. Odette Richier sera internée à Saint-Quentin, Romainville, Compiègne puis déportée le 23 janvier 1943 à Auschwitz où elle mourra en mars 1943. Alphonse Gigand, interné à Saint-Quentin, sera transféré à Compiègne le 15 janvier 1943, où il y restera 9 mois. Il sera ensuite déporté à Oranienburg puis à Buchenwald. Il connu le calvaire des marches de la mort en avril 1945 mais il survivra ainsi que son fils Jean qui fut rapatrié fin mars 1945 à l'âge de 19 ans.

Après son arrestation, André Beck sera interné à Compiègne d'où il s'évadera. Il sera finalement arrêté à Tergnier puis « fusillé » par les Allemands le 18 février 1944 mais les circonstances exactes de sa mort demeurent assez obscures.

- Secteur de Chauny : ce secteur était sous la responsabilité de Clotaire Delettre. Il recevait ses directives d'André Beck et était en contact avec Odile Arrighi, responsable interrégionale des Jeunesses Communistes. C. Delettre participera à quatre reprises à des distributions de tracts à Chauny et reconnut lors de son interrogatoire qu'André Beck l'avait pressenti pour perpétrer des attentats. Les seuls sabotages connus à Chauny sont ceux mentionnés dans le journal des FTP « France d'Abord » (Com.11, JL n°7, d'août 1942), en août 1942 : embuscade contre une patrouille allemande (deux sous-officiers et sept soldats allemands tués ainsi qu'un FTP) ainsi que l'incendie de neuf wagons de paille.

A Chauny, Rolande Perret, militante communiste, agent de liaison FTP, deviendra une figure de la Résistance chaunoise.

Le 6 janvier 1943, suite à une série d'arrestations, le PC clandestin sera totalement démantelé à Chauny.

### **Maurice Liez, commandant FTP**

Le 2 novembre 1942, Maurice Liez de Château-Thierry est nommé commandant FTP pour le département de l'Aisne par l'état-major interrégional avec comme pseudo « Gilbert » ou « Claude ». Comme chef départemental FTP, il va parcourir l'Aisne en tous sens. On le retrouve aussi bien à Hirson

qu'à Tergnier, à Saint-Quentin, Soissons ou à Beautor où il rencontre les différents chefs de groupes à qui il transmet les ordres, comptabilise les actions effectuées et rend compte à l'état-major.

### Novembre 1942 : création d'un premier maquis FTP à Veslud

Contraint de plonger dans la clandestinité, Emile Gente, d'Origny-S<sup>te</sup>-Benoite, s'y réfugie en novembre 1942. Ce maquis s'installe dans les carrières de Veslud-Festieux près de Laon. Il est probablement le plus ancien des maquis de l'Aisne. A l'origine, il était destiné à accueillir et à servir de refuge et de lieu de regroupement à des militants communistes de l'Aisne ou d'autres départements de l'IR 25, passés dans la clandestinité. La décision de création de ce maquis revient à l'état-major régional de Lille sur proposition de Maurice Liez. Il sera l'objet d'une vaste opération de police et démantelé en septembre 1943.

#### En guise de conclusion :

- Début 1942, l'organisation mise en place par le PC clandestin est, je cite, « *la seule organisation clandestine armée luttant efficacement contre les Allemands* » selon le Colonel Rémy, responsable du réseau Confrérie Notre-Dame.

- Les communistes de l'Aisne n'ont pas attendu juin 1941 et l'invasion de l'URSS pour passer à l'action (Alexandre Hébert) et, exception faite de certains réseaux comme « Vérité Française », les autres groupes de Résistance sont encore à l'état embryonnaire.

- Le premier fusillé de l'Aisne, Gaston Pinot, est un militant communiste.

- Avec la création des FTP en avril 1942, les communistes sont les mieux structurés et les mieux organisés militairement : la plupart des sabotages recensés en 1941-1942 sont à l'actif de militants communistes, le premier sabotage ferroviaire est à l'actif d'un militant communiste (février 1942), le premier maquis de l'Aisne (Veslud/Festieux en novembre 1942) est un maquis communiste.

- Les communistes ont subi les coups les plus rudes : 40 arrestations en 1941, 77 en 1942.

ARRESTATIONS dans l'AISNE 1940-1942		
d'après Maurice Berthiault (CHSGM) ADA J1453 - fichier Répression		
1940	1941	1942
Politique 1	Passage zone libre 10	Sabotage 2
Otages 17	Propos anti-all. 5	Vol 2
Détention d'armes 3	Evasion de prisonniers 3	Détention d'armes 13
Réfugiés espagnols 17	Espionnage « Vérité Française » 19	Ecoute BBC 2
Sujets britanniques 5	Détention d'armes 6	Espionnage 11
	Tracts gaullistes 1	Evasion prisonniers 2
	PC clandestin <b>40</b>	PC clandestin <b>77</b>
	Sujet britannique 2	Propos anti-all. 5
	Motif inconnu 10	Activité gaulliste 8
		Motif inconnu 14
Total 43	Total 96	Total 136

-0-0-0-0-0-

# L'ACTION DES RESISTANTS ISOLES ET AUTRES INSOUMIS DE L' AISNE 1940-1942

par Jean-Claude BERNATETS  
ANACR

La honte et l'humiliation suite à la capitulation française, la liquidation de la République et de ses institutions, les réalités cruelles de l'occupation et du régime de Vichy, ont conduit, dès 1940, une poignée de gens ordinaires, citoyens et patriotes, hommes, femmes, jeunes, étrangers à faire le choix de ne pas se soumettre. Ils ont refusé l'abolition des libertés, la caporalisation, l'esclavage, la pauvreté, la misère, la xénophobie et le racisme, en un mot le fascisme. Beaucoup d'entre eux en ont payé le prix. Ils ont été, au côté de la Résistance organisée et comme elle, une faible avant-garde, porteuse, agissante du sentiment profondément germanophobe et du refus de la collaboration qui caractérise l'opinion d'une majorité de la population axonaise. Les informations qui suivent constituent le reflet d'une réalité partielle en l'absence de recherches plus exhaustives.

## L'EVASION DES PRISONNIERS DE GUERRE<sup>12</sup> LES PASSEURS DE LA LIGNE DE BARRAGE « NORD-EST »<sup>13</sup>

Cinquante sept axonais au moins, dont neuf femmes, de trente et une communes y participent. Ils permettent à des centaines de prisonniers de guerre de s'évader et de passer la ligne, à des centaines d'autres, de retour d'exode, de rejoindre leur foyer en zone interdite.

Louise SCHUBENS de Château-Thierry a à son actif vingt-neuf PG, l'équipe des ouvriers BEHAGUE/BRACONNIER et du médecin MADJAR de Guise, vingt-six, le gendarme Georges PREVOST de Neufchâtel-en-Aisne, aidé du cultivateur Célestin DUPONT, vingt-deux, le cultivateur Félix Evard de Nampcelles, quinze...

Ludwig JOHANNICE de Laon, pour sa part, fait passer la ligne à cent cinquante d'entre eux.

Côté civils, PREVOST et DUPONT font franchir la ligne à plus de soixante-dix personnes, le gendarme de Vailly-sur-Aisne, René BRUGNON à plus de soixante...

S'y emploient également les gendarmes DEGARD et CAROUGE de Bertancourt, Louis FRANCOIS de Bohain, le maire de Dizy-le Gros, aidé de l'ouvrier des Ponts et Chaussées DUTRENE, l'entrepreneur Albert LAGNEAUX de Mons-en-Laonnois, Charles BOYARD et Jean COTTEREAUX de Ribemont, Geneviève BOUCHEL de Soissons, les cheminots Roger BLAREAU et Victor PHILIPPOT de Tergnier, DELAHAYE/LAINE/l'abbé PREVOST de Villeneuve-S<sup>t</sup>-Germain...

Comme toute action, elle présente des risques. L'ouvrier maçon André GOUT, 21 ans, arrêté le 28 mai 1941 meurt en déportation ainsi que l'ouvrier Marcel TISSIER, 28 ans, pris le 1<sup>er</sup> août 1942<sup>14</sup>.

---

<sup>12</sup> Des milliers de prisonniers de guerre sont détenus, la plupart dans le nord du département avant leur départ en captivité, début 1941. A deux exceptions toutefois, celle des 17 républicains espagnols (dont 15 de Soissons) engagés volontaires, qui seront déportés au bagne nazi autrichien de Mauthausen, la seconde concerne les 4 778 soldats indigènes qui resteront dans l'Aisne, utilisés comme main d'œuvre servile, de sorte de ne pas contaminer « la pureté de la race aryenne ».

<sup>13</sup> Instaurée le 7 juillet 1940, elle partage le département en deux parties à peu près égales, le nord devient une zone interdite (aux réfugiés axonais de retour et autres). Gardée militairement, elle se veut hermétique. La Feldkommandantur rappelle d'ailleurs le 5 juin 1941, que ceux, pris en tentant de franchir « la ligne de barrage Nord-Est », s'exposent à la prison ou aux travaux forcés (déportation).

L'objectif majeur des nazis, en l'absence des propriétaires ou exploitants, de nombreux habitants, vise à s'appropriier, puis à gérer directement (via l'Ostland) les terres agricoles et les élevages les plus rentables. Ce processus s'achève pour l'essentiel fin 1941 avec le contrôle de l'ordre de 160 fermes couvrant une superficie de 48 000 hectares. A cette date, en conséquence, et du fait par ailleurs du besoin croissant en hommes sur le front russe (défaite devant Moscou, qui entraîne pour les hitlériens des pertes énormes) le dispositif se trouve substantiellement allégé. La ligne sera formellement levée en mai 1943.

<sup>14</sup> Le jeune Tissier, requis au camp de la Luftwaffe de Crépy-Couvron, faisait évader les PG maghrébins qui y travaillaient dans des conditions effroyables, souffraient de malnutrition et des multiples sévices infligés par leur gardiens.

Beaucoup de ces protagonistes rejoindront la Résistance, en particulier les réseaux de rapatriement des aviateurs alliés. Les autres continueront en perfectionnant ce qu'ils avaient commencé, en portant secours et assistance à d'autres catégories d'insoumis et de victimes.

### **COLLECTE D'ARMES, MUNITIONS, AMENAGEMENT DE CACHES<sup>15</sup>**

Vingt-deux personnes au moins dont une femme, originaires de douze localités se consacrent à en récupérer et à les dissimuler. Notamment c'est le cas

- en zone interdite :

- de l'ouvrier des Ponts et Chaussées André LECONTE de Vaux-sous-Laon : cinq FM, quinze mille munitions.
- de l'équipe BEHAGUE/BRACONNIER/MADJAR déjà citée : deux FM, dix sept fusils, des munitions, ainsi que de la maraîchère Annette DELPORTE d'Aubenton, de l'instituteur Raymond Faucamprez de Athies-sous-Laon, du garagiste André GAUTHIER de Coucy-le-Château, Charles DELFOSSE de Beaurieux.

- en zone occupée :

- du cultivateur Victor LEHAY de Chézy-sur-Marne : sept FM, quinze fusils, trente mille munitions.
- du gendarme BRUGNON, déjà cité, une mitrailleuse, un FM, vingt fusils, grenades et munitions.
- les lycéens de Soissons, Henri CREPIN et Pierre RENOUX.

Tous rejoindront les mouvements de la Résistance.

### **LES PREMIERS REFUS CONNUS DE SE SOUMETTRE AU TRAVAIL FORCE<sup>16</sup>**

Pierre Drancourt, 22 ans, ouvrier à l'usine Godin de Guise<sup>17</sup> s'y refuse. Arrêté le 26 octobre 1941, il est conduit de force dans une usine allemande. Il s'y livre à des sabotages. Arrêté le 28 novembre 1944, il se retrouve au camp de concentration de Dachau.

Moins dramatique, le cas de l'ouvrier agricole Marcel HAREAUX qui habite Soissons. Arrêté le 18 décembre 1941 pour ne pas avoir obtempéré à l'ordre de réquisition, détenu douze jours, menacé de lourdes sanctions, il se résout à signer son contrat.

### **CEUX QUI SE DECLARENT PUBLIQUEMENT CONTRE L'OCCUPANT, LE REICH NAZI, SE REBELLENT, SE LIVRENT A DES SABOTAGES.**

Les arrestations connues pour ces motifs nous livrent le nom de cinquante-trois hommes et femmes. Parmi eux citons :

- Le cultivateur Roger RENTY, arrêté le 1<sup>er</sup> janvier 1941, déchu de son mandat de maire de Morcourt pour propagande anti-allemande<sup>18</sup>.
- L'instituteur socialiste Pierre Grangy de Villeneuve-S<sup>t</sup>-Germain, arrêté et condamné à deux mois de prison en juillet 1941 pour avoir prononcé un discours jugé offensant pour le Reich<sup>19</sup>.
- L'ouvrier Jacques ALBERT de Saint-Quentin, arrêté le 9 août 1941 pour rébellion écope de huit mois de prison.
- L'anarchiste libertaire André MALHEURTY, gérant des bains douches municipaux de Soissons, un des premiers compagnons de résistance de Raymonde Fiolet en avril 1941, arrêté comme

---

<sup>15</sup> D'importantes quantités d'armes, munitions et explosifs ont été abandonnés par l'Armée française, en particulier sur la dernière ligne de défense, tenue brièvement sur les rivières Ailette et Aisne en juin 1940.

<sup>16</sup> Bien avant la « relève » (retour d'un PG contre trois ouvriers pour le Reich) des lois de Vichy de septembre 1942 puis de février 1943 (STO) un certain nombre d'ouvriers font l'objet d'un ordre de réquisition pour partir travailler en Allemagne ou sur des chantiers Todt dans l'Aisne.

<sup>17</sup> Le maire nommé par Vichy en remplacement de la municipalité communiste dissoute, membre du Conseil départemental, est par ailleurs gérant-directeur de Godin et se manifeste comme un collaborateur militant, ami du préfet Quenette à l'initiative de la venue du sinistre PUCHEU dans la ville. Il est notamment directement responsable de la déportation de plus de cent de ses ouvriers dans le cadre du STO, aidé dans cette tâche notamment du membre PPF et curé doyen de Guise

<sup>18</sup> Arrêté une nouvelle fois le 16/06/44 comme membre du réseau britannique SOE, déporté, il meurt à Mauthausen.

<sup>19</sup> Arrêté une nouvelle fois le 19/06/44 comme membre de Libération-Nord, déporté, il meurt à Buchenwald.

communiste le 30 septembre 1941, déferé au Frontstalag 122 à Royallieu jusqu'au 14 décembre 1942<sup>20</sup>.

- Le jeune cheminot de Soissons Louis CORBIN, 19 ans, arrêté le 21 janvier 1942 pour sabotages, mais ne pouvant être prouvés, s'en tire avec un mois de prison.
- Les employés du centre de ravitaillement de la Wehrmacht à Montreuil-sous-Laon, Julien PREVOST et Auguste LEBEAU refusent de travailler. Arrêtés le 19 mars 1942, ils sont déportés à Buchenwald.
- Les lycéens de Laon, âgés de 15 ans, Raymond DEPRESZ et André RIBOUR, sont arrêtés le 20 juin 1942 pour avoir brisé les vitres d'une maison réquisitionnée et occupée par des Allemands. Ils sont condamnés à trois mois de prison.

### **LES DETENTEURS D'ARMES DE CHASSE**

La Kommandantur donnait jusqu'au 28 septembre 1940 à 12 heures pour remettre armes et munitions. Elle indiquait que, passé le délai, tout contrevenant serait puni de mort, sinon d'emprisonnement ou de travaux forcés.

De nombreux Axonais n'ont pas obéi à cet ordre. Sur les dix-huit arrêtés pour ce motif, quinze, originaires de quatorze localités, dont deux femmes, seront déportés. Sept d'entre eux ne reviendront pas.

### **L'AIDE AUX JUIFS PERSECUTES**

En application des lois raciales de Vichy,<sup>21</sup> les premières arrestations ont lieu fin 1941<sup>22</sup>. Mais c'est la rafle du 17 juillet 1942<sup>23</sup> opérée par la gendarmerie sur ordre du préfet régional qui va susciter cet élan de solidarité et d'indignation. Spontanément, un certain nombre de personnes dans la ville et dans au moins cinq autres localités leur portent secours.

A Soissons et pour ce que nous en savons, le gardien de la paix Charles LETOFFE recueille à son domicile une famille. La directrice du collège de filles, Madame MOUTON fait disparaître une de ses élèves avec la complicité des professeurs et des surveillantes. Il en résulte que le bilan de soixante-quatre arrestations n'apparaît pas à la hauteur de l'objectif prévu par Vichy et les hitlériens. D'autres opérations suivirent<sup>24</sup>.

-O-O-O-O-O-

---

<sup>20</sup> Sa libération tient du miracle. On le fait redescendre du camion qui l'emmenait avec d'autres patriotes en forêt de Compiègne pour y être fusillé. Les démarches incessantes et la pugnacité de sa compagne en sont à l'origine.

<sup>21</sup> En l'absence de toute sollicitation ou pression des nazis, le régime de Vichy promulgue ses premières lois des 3 et 4 octobre 1940 portant respectivement sur le statut des français d'origine juive et sur les étrangers de race juive.

<sup>22</sup> Notamment le médecin français Michel BRILL et son épouse de Vervins, le 10 octobre, Corf SILBERSCHMIDT de Marle le 11 décembre. Les trois sont assassinés à Auschwitz.

<sup>23</sup> Suite aux accords entre le général SS OBERG et le secrétaire général à la police de Vichy BOUSQUET, une rafle massive est décidée pour les 16-17 juillet 1942 dans toute la France, en zone occupée sous la responsabilité exclusive des Français qui ont recours à la police et à la gendarmerie. Bien que le télégramme adressé par le lieutenant colonel, commandant de la 2<sup>e</sup> Légion de gendarmerie à son subordonné de l'Aisne précise que l'opération porte sur les juifs étrangers et apatrides, ses collègues axonais vont arrêter un jeune gendarme en poste à Saint-Quentin, Jules TEBOUL, 29 ans, qui, comme les autres, sera assassiné à Auschwitz.

<sup>24</sup> En juillet 1943 et janvier 1944 qui donneront lieu à cinquante-trois arrestations connues supplémentaires en plus d'intéressés individuellement (la plupart sur dénonciation).

# CONCLUSION

par Marie-Agnès Pitois-Dehu

La Résistance est née de deux types de réactions :

- une réaction patriotique face à l'écrasante défaite et à l'occupation allemande comme l'illustrent les exemples du réseau Vérité Française et de l'O.C.M. de Vic-sur-Aisne,
- une réaction politique et idéologique face aux mesures antidémocratiques du régime de Vichy comme l'illustre l'exemple du Parti communiste.

Ces deux réactions peuvent ou ne peuvent pas s'associer. Par ailleurs, tous les Résistants ne reconnaissent pas le général de Gaulle comme chef de la Résistance.

En 1940- 1941, on parlera de Résistants plus que de Résistance, car ce n'est pas un mouvement unique sous la direction d'un chef. C'est en fait une coalition d'individus qui a évolué constamment en fonction du recrutement et des arrestations. L'organisation se développe mieux dans les groupes disciplinés et habitués à la clandestinité comme le PC. L'Armée des ombres se constitue et s'organise au fur et à mesure de la remise en cause et de la fissuration de l'armée allemande. C'est en cela que 1942 marque le véritable tournant de la guerre.

Le sujet que nous traitons aujourd'hui est un sujet difficile, car si les archives commencent juste à s'ouvrir, elles sont de toute façon restreintes, car la clandestinité exigeait de laisser le moins de traces possibles. Elles ont, d'autre part, souvent été reconstituées après coup au moment des dossiers d'homologation des Résistants. D'autre part, mémoire gaulliste et mémoire communiste ont marqué la manière de parler de la seconde guerre mondiale. C'est pourquoi les historiens étrangers en particuliers anglais nous permettent de nous affranchir des tabous de notre histoire et d'en venir 70 ans après à une véritable critique historique.

-0-0-0-0-0-

# GROUPE DE JEUNES *BIR HAKEIM* 1942-1945

Par Patrice Dehollain et Bernard Douay,  
engagés volontaires dans le réseau *Vérites Thermopyles*.

Nous étions des amis, des copains de longue date, ayant usé ensemble, nos fonds de culottes, de port par tradition obligé, sur les bancs lustrés de notre vieux bahut où nous tentions de faire nos *humanités*, toutes portes fermées pour mieux nous protéger du bruit inquiétant des bottes de l'occupant.

Certes un peu utopistes à l'âge imaginaire où l'affectif ne cède guère le pas au sens du raisonnable, nous n'avions que de hâte, en genèse d'humanité, d'investir nos forces juvéniles au combat de nos pairs pour que revive enfin la Gloire de la France.

La présence de l'ennemi se faisait chaque jour plus pressante. Les arrestations récentes de plusieurs de nos aînés et parents ébranlaient l'insouciance légitime de nos âges et peu à peu nous invitaient à résister à ces forces aliénantes. En Lybie, la victoire de *Bir Hakeim* allait nous provoquer à mettre du concret dans nos velléités. *Bir Hakeim* haut lieu de résistance, aujourd'hui oublié, de l'encerclement de l'ennemi, par des troupes dissidentes françaises libérées, Honneur retrouvé d'une France outragée.

Dés janvier 1942, Jean Coret, en terminale, l'a bien compris qui s'en ouvre à son professeur d'Anglais, Monsieur Obrier dont il sait les convictions. Celui-ci lui confie le soin de former un groupe de jeunes résistants qui prendra le nom de *Bir Hakeim* et sera officiellement affilié, au cours de l'année 1943, au réseau *Vérites Thermopyles*, puis à Libération Nord. Jean pressent alors ses futurs frères de combat avec l'aide de Bernard Douay dont le père a été fusillé en octobre 1942 pour activités gaullistes.

Ainsi seront contactés Patrice Dehollain, Pierre Coutier, Pierre Thomas, Paul Plantier à qui sont confiées des activités clandestines : distributions de tracts, récupération d'armes, liaisons avec le capitaine Delafraye, puis avec le capitaine Lepape, dit Pie XII.

Après le débarquement des alliés, près de dix autres garçons demanderont leur adhésion au groupe : Pierre Oberlé, Jean Monrisot, Albert Fouare, René Camano, Anne-Marie Coret, Jean et Pierre Marchand, J. Mennechet et P. Leboeuf. Tous seront immatriculés à *Libération Nord* et FFC (Forces Françaises Combattantes). Pour leur sécurité, ils adopteront un pseudonyme (Jean Coret prendra le nom de Charcot, matricule A9 270).

Bien que ses activités soient déjà bien engagées dès 1943, les principales actions du groupe *Bir Hakeim* se concrétisent en juin 1944, avec l'organisation du maquis d'Osly-Courtil, chez les époux Thomas agriculteurs, chez qui Jean Coret envoie d'abord : Patrice Dehollain, Paul Plantier et Pierre Coutier, compromis dans une affaire de sabotage à Vregny. Opération au cours de laquelle Jacques Maître et Jacques Blot furent déportés à Dachau. Seul Blot revint de cet enfer.

Jean Coret les rejoindra avec Bernard Douay le 11 juin 1944, la liaison avec les membres du groupe restés à Soissons est assurée par le professeur Obrier. Celui-ci reçoit du réseau *Vérites Thermopyles* une demande urgente de renseignements concernant la mobilité des troupes allemandes sur le territoire français.

Le groupe *Bir Hakeim* est tout particulièrement sollicité pour cette mission qui consiste à relever :  
- l'immatriculation des convois terrestres et le trafic ferroviaire dans le soissonnais. Le BCRA<sup>25</sup> de Londres fournira un catalogue des caractéristiques, signes et symboles des armes allemandes obtenus par les services d'espionnage.

- Le lieu d'implantation des états majors ennemis, des aérodromes de campagne, des aires de lancement des V1. La tâche est importante dans notre secteur. Nous la mènerons au mieux de nos possibilités et de nos talents, confortés par un poste émetteur-récepteur radio.

Les risques étaient réels, dont nous n'imaginions pas toujours la gravité. Nous avions à peine 17 à 20 ans.

---

<sup>25</sup> Bureau central de renseignements et d'action.

Entre le 10 juin et la libération en août, le groupe d'Osly-Courtil aura parcouru plus de 6 000 km de liaison à bicyclette, à pied... et en stop pour le compte des chefs locaux de la résistance et les services FFC de Paris, assurant la transmission des messages oraux ou écrits ou éventuellement le transfert d'un poste émetteur, à destination du capitaine Detafraye puis Lepape.

Notre professeur Paul Obrier, alias Duhamel, est alors appelé par les FFC de Paris au poste de chef régional avec Jean Coret comme adjoint. Très vite les activités de *Bir Hakeim* se multiplient :

- Liaisons avec Paris ;
- Relevés topographiques des aérodromes locaux ;
- Perturbation dans la signalisation et les barrages de police allemande ;
- Protection des chefs de résistance en réunion ;
- Aide à la récupération, la planque, chez De Brossard entre autres, et à l'évasion de parachutistes alliés, etc...

Ces actions n'empêchent pas Jean Coret et Bernard Douay de passer avec succès leur première et deuxième partie de bac, il fallait songer à l'avenir pour reconstruire la France exsangue.

Le 28 août 1944 : libération de Soissons. Jean Coret rassemble le groupe *Bir Hakeim* à l'Hôtel de ville de Soissons, à la disposition de l'état-major FFI et pour la protection de la Mairie. Avec J. Sandras, P. Oberlet, Jean et Pierre Marchand et Patrice Dehollain, ils participent à l'expédition de Vic-sur-Aisne où ils ont fait prisonniers deux officiers allemands dont l'un est blessé et qu'ils auront le souci de soigner humainement. Le lendemain, le groupe est de nouveau sollicité pour une expédition hasardeuse à Nouvron-Vingré qui, heureusement se déroulera sans histoire.

Voilà succinctement l'histoire du réseau *Bir Hakeim*. Bien des détails, aujourd'hui échappent à la reconstitution de ce passé *glorieux*, mais là n'est pas nécessairement l'essentiel. Pour nous, jeunes de la guerre, animés d'un même idéal de service, ce fût une grande école de vie. A l'âge de l'insouciance, nous avons dû nous forger une conscience d'hommes au contact des dures réalités de la guerre. Nous n'avons recherché ni trophées, ni gloire en refusant le système totalitaire d'une uniformisation des esprits et l'obéissance aveugle aux directives de l'ennemi et à celles d'un gouvernement fantoche. Nous avons la conviction d'avoir participé à la réhabilitation de la grandeur et de l'honneur d'une France trop longtemps bafouée et à la mesure de notre âge, d'avoir brisé comme à *Bir Hakeim*, l'encerclement des forces contraires qui nous habitent et nous aliènent, et n'ont de cesse de resurgir.

-O-O-O-O-O-

## Appel à informations, photos, témoignages sur les personnes suivantes :

### ***Ceux dont on possède un portrait.***

Dufour Aimé. 1893-1944. Mort de mauvais traitements à Sonnenburg.  
Louys Emile. 1885-1942. Fusillé avec Douay et Vogel.  
Moreaux Maurice. 1940-1942. Décapité à Brandenburg-Havel avec Descamps.  
Pluche Ludovic. 1888-1944. Mort en déportation près de Kustrin.  
Vogel Jean. xxxx-1942. Fusillé avec Douay et Louys.

### ***Ceux dont on recherche au moins un portrait.***

#### **Morts en déportation.**

Delhaye Eugène. 1893-1945. Ingénieur chez Zickel.  
Sa maison, après l'arrestation des chefs soissonnais, devint le centre d'accueil et de ravitaillement des évadés.  
Avec l'aide de l'abbé Prévost, curé de Villeneuve-St-Germain et des cultivateurs Laine et Guarrigues.  
Jordana Gilbert. 1900-1943.  
Leseigneur Louis. 1891-1945. Déporté à Sachsenhausen.  
Meurghe André. xxxx-xxxx. Déporté mort d'épuisement.

#### **Survivants en 1945.**

Ambroise Roger, Berzy-le-Sec.  
Berger Lucien, réseau Aurèle  
Coquel Jules, agriculteur; ferme de Tincelles (Tinselves), Vauxaillon.  
Débroyère Jean-Paul, libéré après trois mois d'internement à Troyes.  
Débroyère Louis Pierre, mort accidentelle. .  
Dufour Lucienne, épouse d'Aimé Dufour..  
Leroy, libéré après trois mois d'internement à Troyes.  
Pierre Suzanne, libérée après six mois à la Santé.  
Suray, libéré après trois mois d'internement à Troyes.  
Vogel Mme, déportée, délivrée par les armées alliées en mai 1945.

Contactez

SAHS

4 rue de la congrégation

02 200 Soissons

tel : 03 23 59 32 96

courriel : [contact@sahs-soissons.org](mailto:contact@sahs-soissons.org)

ou adresse personnelle de

Verquin René

21 bis avenue du mail,

02 200 Soissons

tel : 03 23 53 49 19

courriel : [rene.verquin02@orange.fr](mailto:rene.verquin02@orange.fr)

